



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-061

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

FINANCES

Objet : TAXES LOCALES - FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION - ANNEE 2010

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO 1er Adjoint s'exprime en ces termes :

Les Services Fiscaux, par le biais de l'état n° 1259 COM, ont transmis les informations nécessaires pour fixer les nouveaux taux d'imposition 2010 des trois taxes locales (taxe d'habitation, taxe foncière sur les propriétés bâties et taxe foncière sur les propriétés non bâties).

Tandis que les bases de Taxes Foncières sur les propriétés non bâties continuent à chuter - 22.30%, les bases de Taxes d'Habitation connaissent une croissance limitée de + 2.38% et celles des Taxes Foncières sur les propriétés bâties de + 3.43 %.

Compte tenu des bases d'imposition prévisionnelles pour 2010 et des allocations compensatrices notifiées par la Direction des Services Fiscaux,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

MAINTIENT les taux d'imposition des trois taxes locales ; à savoir

- | | |
|--|----------|
| - le taux de la Taxe d'Habitation à : | 28,74 % |
| - le taux du Foncier sur les propriétés Bâties à : | 42,12% |
| - le taux du Foncier sur les propriétés non Bâties à : | 60,44 %: |

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 30 VOIX – ABSTENTION : 9 VOIX

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-062

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

FINANCES

Objet : PARC AQUATECHNIQUE - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2010

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO 1er Adjoint s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le Budget primitif annexe du LOTISSEMENT PARC AQUATECHNIQUE 2010 qui se présente ainsi :

EN DEPENSES ET EN RECETTES

Section investissement..... 296 307,00 €

Section exploitation..... 319 307,00 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
001	Déficit antérieur reporté		Ch. 002	Report à nouveau	
Ch. 13	Subv. Investissement		Ch. 13	Subv. Investissement	
Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	296 307.00	Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
Ch. 20	Immob. Incorporelles		Ch. 20	Immob. Corporelles	
Ch. 21	Immob. Corporelles		Ch. 21	Immob. Corporelles	
Ch. 23	Immob. En cours		Ch. 23	Immob. En cours	
Ch. 27	Autres immob. Financières		Ch. 27	Autres immob. Financières	
			Ch. 021	Vir. de section d'exploitation	
Ch. 040	Opér. Ordre entre sections		Ch. 040	Opér. Ordre entre sections	296 307.00
Ch. 041	Opér. Ordre intra sections		Ch. 041	Opér. Ordre intra sections	
	TOTAL	296 307.00		TOTAL	296 307.00

EXPLOITATION					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 002	Déficit antérieur reporté				
Ch. 011	Charges à carac. général		Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 012	Charges de personnel		Ch. 70	Vente de produits	296 307,00
Ch. 014	Atténuations de produits		Ch. 71	Variation des en cours de	
Ch. 65	Autres charges de gestion courante		Ch. 73	Produits issus de la fiscalité	
Ch. 66	Charges financières	23 000,00	Ch. 74	Subvention d'exploitation	23 000,00
Ch. 67	Charges exceptionnelles		Ch. 75	Autres produits de gestion courante	
Ch. 023	Virem. à section d'investissement		Ch. 76	Produits financiers	
Ch. 042	Opér.ordre transf.entre sections	296 307,00	Ch. 042	Opér.ordre transf.entre sections	
Ch. 043	Opér.ordre transf.intérieur		Ch. 043	Opér.ordre transf.intérieur	
	TOTAL	319 307,00		TOTAL	319 307,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte le budget primitif annexe 2010 du LOTISSEMENT PARC AQUATECHNIQUE.

DELIBERATION ADOpTEE A LA MAJORITE PAR 30 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE,

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-063

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

FINANCES

Objet : PARC AQUATECHNIQUE NORD - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2010

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO 1er Adjoint s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le Budget primitif annexe du LOTISSEMENT PARC AQUATECHNIQUE NORD 2010 qui se présente ainsi :

EN DEPENSES ET EN RECETTES

Section investissement..... 56 331,00 €

Section fonctionnement..... 96 331,00 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 010	Comptes de stock		Ch. 010	Comptes de stock	
Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	16 331,00	Ch. 13	Subv. Investissement	
Ch. 20	Immob. Incorporelles		Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
Ch. 21	Immob. Corporelles		Ch. 21	Immob. Corporelles	
Ch. 23	Travaux		Ch. 27	Autres immob. Financières	
Ch. 27	Autres immob financières				
Ch. 040	Opération orde de transfert entre sections	40 000,00	Ch.040	Opération orde de transfert entre sections	56 331,00
001	Déficit antérieur reporté		002	Report à nouveau	-
			021	Prélèvement	
	TOTAL	56 331,00		TOTAL	56 331,00

FONCTIONNEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général	10 000,00	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 012	Charges de personnel	30 000,00	Ch. 70	Vente de produits	96 331,00
Ch. 66	Charges financières		Ch. 71	Variation des en cours de	
Ch. 71	Variation des en cours de		Ch. 74	Subvention d'exploitation	
Ch. 042	Opération orde de transfert entre sections	56 331,00	Ch. 042	Opération orde de transfert entre sections	
002	Déficit antérieur reporté				
023	Prélèvement				
	TOTAL	96 331,00		TOTAL	96 331,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte le budget primitif annexe 2010 du LOTISSEMENT PARC
AQUATECHNIQUE NORD

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 30 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-064

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

FINANCES

Objet : REGIE DES TRANSPORTS - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2010

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Patrick LAVIT Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le budget primitif 2010 du budget annexe de la Régie des Transports qui se présente ainsi :

Section investissement..... 67 150 €

Section exploitation..... 594 000 €

INVESTISSEMENT					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 001	Solde d'exécution section invest		Ch. 10	Dotations, fonds div et réserves	
Ch. 10	Dotations, fonds divers et réserves		Ch. 13	Subvention investissement	
Ch. 13	Subvention d'investissement		Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	
Ch. 16	Emprunts et dette assimilés	32 000,00	Ch. 18	Compte de liaison:affect.budg.an	
Ch. 18	Compte de liaison (budgets annexes		Ch. 21	Immobilisations corporelles	
Ch. 20	Immobilisations Incorporelles		Ch. 23	Immobilisations En cours	
Ch. 21	Immobilisations corporelles	35 150,00			
Ch. 23	Immobilisations En cours		Ch. 040	Opér. ordre transf. entre sections	67 150,00
Ch. 26	Participations et créances rattac.		Ch. 021	Vir. de section d'exploitation	
Ch. 27	Autres immobilis. Financières				
	TOTAL	67 150,00		TOTAL	67 150,00

EXPLOITATION					
DEPENSES			RECETTES		
Ch. 011	Charges à carac. général	218 000,00	Ch. 013	Atténuation de charges	
Ch. 012	Charges de personnel et frais	289 900,00	Ch. 70	Vente de produits	594 000,00
Ch. 65	Autres Charges gestion courante		Ch. 71	Variation de stocks	
Ch. 66	Charges financières	17 700,00	Ch. 72	Production immobilisés	
Ch. 67	Charges exceptionnelles		Ch. 74	Subvention d'exploitation	
Ch. 69	Impôt sur les bénéfices et ass.	1 250,00	Ch. 75	Autres produits gestion courante	
Ch. 042	Opér.ordre transf.entre sections	67 150,00	Ch. 76	Produits financiers	
Ch. 023	Virem. à section d'investissement		Ch. 77	Produits exceptionnels	
	TOTAL	594 000,00		TOTAL	594 000,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte le budget primitif 2010 du budget annexe de la régie des Transports.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 30 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-065

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

FINANCES

Objet : SA ELIT - OPERATION "CONVENTION PUBLIQUE D'AMENAGEMENT MULTI SITES - CENTRE EST" - MODIFICATION DE LA GARANTIE D'EMPRUNT N°A1707540 ACCORDE PAR LA CAISSE D'EPARGNE - AVENANT

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBARIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

VILLE DE SETE

Monsieur Antoine DE RINALDO 1er Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu, la délibération n°2007-0320 en date du 27/12/20 07 accordant une garantie d'emprunt à hauteur de 80 % à la SA ELIT pour le remboursement d'un prêt de 2 000 000 € souscrit auprès de la Caisse d'épargne pour financer l'opération "Convention Publique d'Aménagement Multi sites – centre Est de Sète",

Vu, l'accord de la Caisse d'épargne, à la demande formulée par la SA Elit, de procéder à la modification des clauses financières du prêt initial n°A17077540 signé le 31/12/2007,

Vu, les articles L 2252-1 et L 2252-2 du code général des collectivités territoriales,

Vu, l'article 2298 du code civil,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé, majoré du montant net de la dette communale, représente 18,806 % de recettes réelles de la section de fonctionnement.

Considérant que la modification des caractéristiques financières de ce contrat de prêt porte le pourcentage à 19,514 %

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 : Modification des conditions financières à compter de la date de l'avenant

Le paiement de l'échéance en capital initialement prévu au 25/12/2009 est reporté au 25/12/2010 et au 25/12/2011, suivant le tableau d'amortissement annexé aux présentes.

Article 2 : Payeur

Modalité de remboursement : prélèvement automatique
Compte : 13485 00800 04439729406 69

Article 3 : Autres clauses particulières

Les nouvelles conditions financières explicitées ci-dessous ne seront prises en compte qu'à réception du présent avenant signé accompagné d'une délibération de la commune de Sète formalisant l'accord de la prorogation de sa garantie à hauteur de 80% jusqu'à la fin du prêt soit le 25/12/2011.

Article 4 : Conditions générales de l'avenant

Il n'est apporté aucune autre modification aux conditions et stipulations du contrat d'origine lesquelles conservent leur plein effet, sans novation au sens de l'article 1271 et suivants du code civil, ni dérogation, les parties voulant que le présent acte forme un tout avec celui précédemment signé.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ACCEPTE les conditions de l'avenant n°1 telles que présentées ci-dessus au prêt n°A1707540 accordé à la SA Elit par la Caisse d'épargne

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ DES VOTANTS
POUR : 29 VOIX – ABSTENTION : 10 VOIX

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-066

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

FINANCES

**Objet : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SETE - OPERATION LA PLACETTE -
DIVERS EMPRUNTS - GARANTIE DE LA VILLE**

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO 1er Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu l'opération « résidence la Placette » acquisition amélioration de 4 logements, situés 13 rue Paul Valery à Sète portée par l'OPH de Sète - 14 rue des Lauriers Roses – 34200 Sète,

Vu l'accord de principe de la Caisse des dépôts et Consignations du 16/02/2010 pour financer cette opération par un prêt PLUS construction et Plus foncier ainsi qu'un prêt PLAI construction et PLAI foncier d'un montant total de 358 211 €,

Vu la lettre du 19/02/2010 émanant de l'OPH de Sète sollicitant une garantie d'emprunt à hauteur de 25 % de la ville de Sète pour les 4 prêts précités,

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 2298 du Code civil,

Considérant que le montant total des annuités d'emprunts garanties déjà accordées à des personnes de droit public ou privé majoré du montant net de la dette communale représente 19,514 % de recettes réelles de la section de fonctionnement,

Considérant que l'octroi de cette nouvelle garantie ne modifie pas ce pourcentage,

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 : La commune de Sète accorde sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement de 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète – 14 rue des Lauriers Roses – 34200 Sète auprès de la Caisse des dépôts et consignations afin de financer l'opération « Résidence LA PLACETTE ».

La destination de ces 4 prêts est la suivante :

Prêt PLUS FONCIER de 231 308 €
Financement « acquisition de 3 logements collectifs »
Montant de la garantie : 57 827 €

Prêt PLUS CONSTRUCTION de 86 571 €
Financement « rénovation de 3 logements collectifs »
Montant de la garantie : 21 642,75 €

Prêt PLAI FONCIER de 29 348 €
Financement « acquisition d'1 logement collectif »
Montant de la garantie : 7 337 €

Prêt PLAI CONSTRUCTION de 10 984 €
Financement « rénovation d'1 logement collectif »
Montant de la garantie : 2 746 €

Article 2 : Les caractéristiques de ces prêts consentis par la Caisse des dépôts et consignations sont les suivantes :

Prêt PLUS FONCIER

- Montant du prêt garanti : 57 827 €
- durée totale du prêt : 50 ans
- échéance : annuelle
- différé d'amortissement : Aucun
- taux d'intérêt actuariel annuel : 1,85 %
- taux annuel de progressivité : 0.50 %
- révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLUS CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 21 642,75 €
- durée totale du prêt : 40 ans
- échéance : annuelle
- différé d'amortissement : Aucun
- taux d'intérêt actuariel annuel : 1.85 %
- taux annuel de progressivité : 0,50 %
- révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI FONCIER

- Montant du prêt garanti : 7 337 €
- durée totale du prêt : 50 ans
- échéance : annuelle
- différé d'amortissement : Aucun
- taux d'intérêt actuariel annuel : 1.05 %
- taux annuel de progressivité : 0.50 %
- révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Prêt PLAI CONSTRUCTION

- Montant du prêt garanti : 2 746 €
- durée totale du prêt : 40 ans
- échéance : annuelle
- différé d'amortissement : Aucun
- taux d'intérêt actuariel annuel : 1.05 %
- taux annuel de progressivité : 0.50 %
- révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur à 0 %.

Les taux d'intérêt actuariel annuel et les taux annuels de progressivité de ces 4 prêts sont établis sur la base de l'indice de référence (livret A) avec une valeur de 1,25% au 16/02/10.

Chacun des taux est susceptible de varier jusqu'à l'établissement du contrat de prêt suite à l'évolution de la valeur de l'indice de référence mais aussi en cas de changement de la réglementation applicable au prêt.

Article 3 : la garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale des prêts et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH de Sète, dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'emprunteur est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant la période sont exigibles au terme de cette période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'OPH de Sète pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : En cas de besoin, le conseil municipal s'engage pendant la durée des prêts garantis, à libérer les ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil municipal autorise le Maire ou l'élue délégué à intervenir aux contrats de prêts qui seront passés entre la Caisse des dépôts et consignations et l'emprunteur.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

<u>ACCORDE</u>	sa garantie à hauteur de 25 % pour le remboursement des 4 emprunts souscrits par l'OPH de Sète pour financer l'opération « acquisition amélioration logements résidence LA PLACETTE » selon les conditions précitées,
-----------------------	---

<u>AUTORISE</u>	le Maire ou l'élue délégué à signer tous les documents se rapportant à la présente.
------------------------	---

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 38 – ABSTENTION : 1 VOIX

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-067

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

FINANCES

**Objet : CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE - REALISATION D'UN
EMPRUNT - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO 1er Adjoint s'exprime en ces termes :

Le CCAS doit faire face, en 2010, à des dépenses d'investissements importantes :

- renouvellement du matériel permettant de gérer la téléalarme pour les personnes âgées,
- achat d'un véhicule léger pour les visites à domicile,
- achat d'un camion réfrigéré pour transporter les denrées alimentaires distribuées aux bénéficiaires de l'aide alimentaire au café de la Paix,
- renouvellement d'une partie du parc informatique et de logiciels devenus obsolètes,
- mise en place du logiciel portail famille pour les structures d'accueil de la petite enfance,
- achat de mobilier pour différents services.

L'ensemble de ces investissements est estimé à 220 000 euros. Pour en permettre la réalisation, le conseil d'administration du CCAS a prévu au budget primitif 2010, adopté le 27/01/2010, la réalisation d'un emprunt de même montant. Le conseil municipal doit émettre un avis sur ce recours à l'emprunt, conformément à l'article L 2121-34 du Code Général des Collectivités territoriales stipulant que « les délibérations des centres communaux d'action sociale qui concernent un emprunt sont exécutoires, sur avis conforme du conseil municipal :

1/lorsque la somme à emprunter ne dépasse pas, seule ou réunie au chiffre d'autres emprunts non encore remboursés le montant des revenus ordinaires de l'établissement, et que le remboursement doit être effectué dans le délai de douze années ;

2/et sous réserve que, s'il s'agit de travaux quelconques à exécuter, le projet ait été préalablement approuvé par l'autorité compétente »

Après avoir lancé une consultation, et examiné les différentes propositions, le CCAS envisage de retenir la proposition du Crédit Agricole, pour un emprunt de 220 000 euros remboursable en douze annuités.

Considérant que cet emprunt n'est destiné à financer que des dépenses d'équipement, que la somme à emprunter ne dépasse pas , seule ou réunie au chiffre d'autres emprunts non encore remboursés, le montant du budget de fonctionnement du CCAS et que la durée de remboursement n'excèdera pas douze années

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

EMET UN AVIS FAVORABLE au recours par le CCAS à un emprunt de 220 000 euros auprès du Crédit Agricole pour financer des dépenses d'équipement, à rembourser sur douze ans.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 29 VOIX – ABSTENTION : 10 VOIX

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-068

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

SPORTS

**Objet : ASSOCIATION "LE DEFI 2 AND JOY" - RALLYE DES GAZELLES -
ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE - FINANCEMENT**

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

VILLE DE SETE

Monsieur Serge PAIOLA Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

L'Association sétoise « Le Défi 2 and joy » participe au « Rallye Aïcha des Gazelles » 2010 dont le départ s'est situé sur SETE. La Ville a apporté son soutien en accueillant la première étape de la 20^{ième} édition.

Il s'agit d'un rallye automobile entre SETE et ESSAOUIRA (Maroc) qui prône des valeurs telles que la solidarité, le courage et le dépassement de soi. Ce rallye est aussi respectueux de l'environnement et encourage l'aide humanitaire. Ainsi, la caravane médicale, qui accompagne les concurrentes, est un véritable dispensaire itinérant qui offre des consultations, des soins et distribue des médicaments gratuitement à la population marocaine.

L'équipage est constitué de deux sétoises, Caroline PEREZ et Valérie THIEBAUT, ayant déjà fait leur preuve dans cette discipline. Elles ont un bel esprit de compétition, l'envie de se surpasser et sont prêtes à partager cette aventure avec des personnes qui sont habitées par la même énergie et la même volonté. Elles portent ainsi brillamment les couleurs de SETE.

Le Rallye des Gazelles bénéficie d'une large couverture médiatique dans la presse spécialisée, ce qui permettra de promouvoir notre Ville au travers d'espaces publicitaires qui seront apposés sur leur véhicule.

Aussi, l'association « Le Défi 2 and joy » méritant une aide, je vous propose de lui allouer une subvention exceptionnelle d'un montant de 3 000,00 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte cette proposition,

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet :

Nature : 6745 Fonction : 415 Service : SPORT

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 29 VOIX – REFUS DE VOTE : 10 VOIX

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-069

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : ASSOCIATION METISETTE - CONVENTION D'OBJECTIFS POUR L'ANNEE 2010

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

VILLE DE SETE

Monsieur Jean-Marie TAILLADE 3ème Adjoint s'exprime en ces termes :

L'Association MétiSète va cette année encore organiser pendant l'été le festival Fiest'à Sète, qui est un rendez-vous incontournable de la saison estivale sétoise au Théâtre de la Mer – Jean Vilar du 01 au 07 août 2010.

Je ne manque pas de vous rappeler combien les bénévoles de cette association donnent de leur temps et œuvrent pour la promotion de la ville et pour son animation.

Afin de réaliser au mieux, la Ville de Sète a attribué à l'Association MétiSète une subvention importante d'un montant de 95 000 € à laquelle s'ajoute une subvention de 10.000 € au titre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale pour une soirée concert sur l'île de Thau.

La Ville apporte en outre à l'association des aides logistiques non négligeables :

- Mise à disposition du personnel au théâtre de la mer,
- Travaux d'imprimerie,
- Mise à disposition et prêt de matériel et aide logistiques.

J'ai souhaité que nous formalisions toutes ces aides dans une convention que je vous soumetts aujourd'hui – et qui fixe de manière officielle – les relations de la ville et de MétiSète pour l'édition 2010.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte

La présente délibération,

Autorise

le Maire ou l'élu délégué à signer la convention ainsi que tout document s'y rapportant,

DELIBERATION ADOpTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 38 VOIX – ABSTENTION : 1 VOIX

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-070

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

AFFAIRES CULTURELLES

**Objet : ASSOCIATION JAZZ A SETE - CONVENTION D'OBJECTIFS POUR
L'ANNEE 2010**

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

VILLE DE SETE

Monsieur Jean-Marie TAILLADE 3ème Adjoint s'exprime en ces termes :

L'Association JAZZ A SETE va cette année encore organiser pendant l'été le festival Jazz à Sète, qui est un rendez-vous incontournable de l'été sétois au théâtre de la Mer – Jean Vilar du 12 au 17 juillet 2010.

Depuis plus de dix ans maintenant, l'association organise cette manifestation qui se prolonge toute l'année par des concerts notamment en collaboration avec la Scène Nationale.

Les bénévoles de Jazz à Sète font un travail remarquable toute l'année pour faire vivre et mieux connaître cette musique qu'ils affectionnent. Une activité soutenue qui trouve son apogée au cours du festival qui aura lieu cette année du 12 au 17 juillet 2010.

Afin de le réaliser au mieux, la Ville de Sète a attribué à l'Association Jazz à Sète une subvention importante d'un montant de 70 000€ et apporte à l'association des aides logistiques non négligeables :

- Mise à disposition du personnel au théâtre de la mer,
- Travaux d'imprimerie,
- Mise à disposition et prêt de matériel et aide logistiques.

J'ai souhaité que nous formalisions toutes ces aides dans une convention que je vous soumetts aujourd'hui – et qui fixe de manière officielle – les relations de la ville et de Jazz à Sète pour l'édition 2010.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOPTE la présente délibération

AUTORISER le Maire ou l'élue délégué à signer la convention ainsi que tout document s'y rapportant,

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 38 VOIX – ABSTENTION : 1 VOIX

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-071

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

AFFAIRES CULTURELLES

Objet : ASSOCIATION CET'AVOIR - CONVENTION D'OBJECTIFS POUR L'ANNEE 2010

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie MANCUSO donne pouvoir à Sébastien PACULL, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

VILLE DE SETE

Monsieur Jean-Marie TAILLADE 3ème Adjoint s'exprime en ces termes :

Après l'exposition de la collection des photographies de Roger Thérond en 2006, et grâce à l'action de l'Association CETAVOIR, il a été décidé de développer sur la ville diverses actions autour de l'univers de l'image. Entre Perpignan et Arles, il est apparu que Sète avait un rôle à jouer et une place à prendre déterminante.

En 2007/2008 l'Association CETAVOIR soutenue par la Ville de Sète, a organisé la résidence de l'artiste suédois Anders Petersen qui s'est poursuivie par une exposition de ses travaux photographiques au Musée Paul Valéry. L'année 2009 a vu la véritable première édition de ce festival qui a connu un succès dont le retentissement a dépassé largement les limites régionales pour atteindre la presse nationale voire internationale.

Afin d'être un partenaire privilégié, la Ville de Sète a choisi d'aider l'Association CETAVOIR dans toutes ses actions culturelles : activités pédagogiques, résidences d'artistes, organisation d'expositions et réalisation du Festival Images Singulières, en lui attribuant une subvention d'un montant de **80 000 €**.

Pour l'organisation et la réussite du Festival Images Singulières, la Ville de Sète a choisi de mettre à la disposition de CETAVOIR la Chapelle de l'ancien collège technique, ainsi que le chai d'élevage des Chais du Sud.

Elle mettra également à sa disposition la salle Tarbouriech du Théâtre de la Mer et apportera une importante aide matérielle et logistique dans la mesure de ses possibilités.

J'ai souhaité que soient formalisées ces aides dans une convention que je vous sou mets aujourd'hui.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte la présente délibération

Autorise le Maire ou l'élu délégué à signer la convention ainsi que tout document s'y rapportant,

DELIBERATION ADOpTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS
POUR : 38 – ABSTENTION : 1 VOIX

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-072

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

EDUCATION

**Objet : PREPARATION DE LA RENTREE SCOLAIRE 2010 - 2011 - AVIS DU
CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

VILLE DE SETE

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Dans le cadre de la préparation de la rentrée scolaire 2010-2011, Monsieur l'Inspecteur d'Académie nous a fait connaître les mesures de carte scolaire qu'il a arrêtées après avis du Comité Technique Paritaire Départemental réuni le mercredi 10 Février 2010 et du Conseil Départemental de l'Education Nationale réuni le jeudi 11 Février 2010.

Les décisions portent sur les mesures suivantes :

- Ecole ARAGO : fermeture du 8^{ème} poste élémentaire
- Ecole LAKANAL : fermeture du 11^{ème} poste élémentaire
- Ecole Agnès VARDA : fermeture du 6^{ème} poste maternelle
- Transfert d'un poste de regroupement d'adaptation qui sera implanté à l'école ARAGO
- Octroi d'un quart de décharge hebdomadaire de direction à l'école CONDORCET (mesure de décharge qui concernera à compter de la rentrée 2010 toutes les écoles de 4 classes)

Monsieur l'Inspecteur d'Académie a saisi Monsieur le Maire par courrier en date du 1^{er} Mars 2010 afin que le Conseil Municipal en soit tenu informé.

On ne peut que regretter que les mesures de fermeture de postes, qui auront des conséquences sur la qualité de l'accueil des élèves sétois et sur les conditions d'enseignement aient été prises très tôt dans l'année, bien avant que les inscriptions scolaires aient commencé.

Elles sont d'autant plus injustifiées qu'elles s'inscrivent dans un contexte de développement de la ville dans une dynamique qui se poursuit aujourd'hui avec de nouveaux projets et des livraisons prévues de logements.

C'est le sens du courrier que le maire a adressé le 4 Novembre 2009 à Monsieur l'Inspecteur d'Académie, dans lequel il lui communiquait comme tous les ans les informations et propositions en vue de la préparation de la rentrée scolaire. Ce courrier insistait tout particulièrement sur l'importance de maintenir le potentiel d'accueil dans les écoles de la ville eu égard à l'évolution démographique et aux prochaines livraisons de logements (Ramassis 318 logements, urbanisation du secteur Est..)

Dans ce même courrier, le Maire proposait également à Monsieur l'Inspecteur de poursuivre le travail partenarial en vue de la mise en place dans d'autres écoles de la ville, des dispositifs de type classe-passerelle pour l'accueil précoce des enfants de moins de 3 ans, à l'image de celle qui fonctionne à la plus grande satisfaction des parents à l'école maternelle Suzanne LACORE depuis Septembre 2010.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

FAIT CONNAITRE à Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

- l'avis défavorable du Conseil Municipal aux fermetures du 8^{ème} poste élémentaire de l'école ARAGO, du 11^{ème} poste élémentaire de l'école LAKANAL et du 6^{ème} poste maternelle de l'école Agnès VARDA.
- L'avis favorable du Conseil Municipal aux autres mesures de carte scolaire prévues pour la rentrée 2010-2011

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES
Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-073

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

EDUCATION

Objet : CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS - VOTE DU COMPTE
ADMINISTRATIF 2009

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART , Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN , Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT , Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN , Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

VILLE DE SETE

Monsieur Gérard BASTIDE Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Je vous propose d'approuver le Compte Administratif 2009 du Centre de Formation d'Apprentis tel qu'il est établi conformément au document budgétaire ci-joint et dont les résultats sont les suivants :

➤ Résultats de l'exercice :

Dépenses (section d'exploitation) :	1 896 507.56 €
Recettes (section d'exploitation) :	1 892 870.48 €
Déficit :	- 3 637.08 €

Dépenses (section d'investissement) :	28 391.14 €
Recettes (section d'investissement) :	30 809.66 €
Excédent :	+ 2 418.52 €

➤ Résultats cumulés :

Dépenses (section d'exploitation) :	1 896 507.56 €
Recettes (section d'exploitation) :	1 933 925.19 €
(1 892 870.48 € + 41 054.71 € provenant du résultat de clôture 2008)	
Excédent de clôture 2009:	+ 37 417.63 €

Dépenses (section d'investissement) :	28 391.14 €
Recettes (section d'investissement) :	57 232.34 €
(30 809.66 € + 26 422.68 € provenant du résultat de clôture 2008)	
Excédent de clôture 2009:	+28 841.20 €

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte le Compte Administratif 2009 du Centre de Formation d'Apprentis,

DECIDE de l'affectation des résultats comme suit :

002 « excédent de fonctionnement reporté » : **37 417.63 €**
001 « excédent d'investissement reporté » : **28 841.20 €**

Les excédents de fonctionnement et d'investissement seront affectés dans le cadre du budget supplémentaire.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

NE PREND PAS PART AU VOTE : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-074

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

EDUCATION

Objet : CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS - VOTE DU COMPTE DE
GESTION 2009

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

VILLE DE SETE

Monsieur Gérard BASTIDE Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le Compte de Gestion du Trésorier Municipal concernant le budget annexe du Centre de Formation d'Apprentis pour l'exercice 2009.

VU les articles L.1612-12 et L.2121-31 du Code général des Collectivités Territoriales,

VU le compte rendu par le Trésorier Municipal des recettes et des dépenses effectuées du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2009,

VU le budget primitif et additionnel de l'exercice 2009 et les autorisations spéciales de recettes et de dépenses délivrées pendant l'exercice,

CONSIDERANT que toutes les dépenses ont été régulièrement faites et acquittées,

CONSIDERANT que toutes les recettes ont été effectuées aux époques déterminées et que le comptable a rempli ponctuellement son devoir en toutes circonstances,

Je vous propose de statuer sur les opérations du comptable au 31 décembre 2009 et d'admettre :

➤ D'une part les résultats de l'exercice 2009 proprement dit :

Dépenses (section d'exploitation) : **1 896 507.56 €**

Recettes (section d'exploitation) : **1 892 870.48 €**

Déficit : **-3 637.08 €**

Dépenses (section d'investissement) : **28 391.14 €**

Recettes (section d'investissement) : **30 809.66 €**

Excédent : **+ 2 418.52 €**

➤ D'autre part les résultats cumulés de l'exercice 2009 :

Dépenses (section d'exploitation) : **1 896 507.56 €**

Recettes (section d'exploitation) : **1 933 925.19 €** (1 892 870.48 € + 41 054.71€ provenant du résultat de clôture 2008)

Excédent de clôture 2009: **+37 417.63 €**

Dépenses (section d'investissement) **28 391.14 €**

Recettes (section d'investissement) : **57 232.34 €** (30 809.66 € + 26 422.68 € provenant du résultat de clôture 2008)

Excédent de clôture 2009: **+28 841.20 €**

Ces résultats étant en tout point conforme à ceux du compte administratif.

La présente délibération sera jointe comme pièce justificative au compte de gestion du Trésorier Municipal pour le même exercice.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE le compte de gestion 2009 du Centre de Formation d'Apprentis.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-075

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

EDUCATION

Objet : CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE - VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF 2009

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur Antoine DE RINALDO, Adjoint.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

VILLE DE SETE

Monsieur Gérard BASTIDE Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Je vous propose d'approuver le Compte Administratif 2009 du Centre de Formation Professionnelle tel qu'il est établi conformément au document budgétaire ci-joint et dont les résultats sont les suivants :

➤ Résultats de l'exercice :

Dépenses (section d'exploitation) : **267 769.26 €**

Recettes (section d'exploitation) : **272 216.29 €**

Excédent : **+ 4 447.03 €**

Dépenses (section d'investissement) : **0.00 €**

Recettes (section d'investissement) : **438.92 €**

Excédent : **+ 438.92 €**

➤ Résultats cumulés :

Dépenses (section d'exploitation) : **267 769.26 €**

Recettes (section d'exploitation) : **324 508.64 €** (272 216.29 € + 52 292.35 € provenant du résultat de clôture 2008)

Excédent de clôture 2009 : **+56 739.38 €**

Dépenses (section d'investissement) : **0.00 €**

Recettes (section d'investissement) : **2 195.06 €** (438.92 € + 1 756.14 € provenant du résultat de clôture 2008)

Excédent de clôture 2009 : **+ 2 195.06 €**

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOpte

le Compte Administratif 2009 du Centre de Formation Professionnelle,

DECIDE

de l'affectation de résultat comme suit :

002 « excédent de fonctionnement reporté » : **56 739.38 €**

001 « excédent d'investissement reporté » : **2 195.06 €**

Les excédents de fonctionnement et d'investissement seront affectés dans le cadre du budget supplémentaire.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

NE PREND PAS PART AU VOTE : 1

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-076

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

EDUCATION

Objet : CENTRE DE FORMATION PROFESSIONNELLE - VOTE DU COMPTE DE GESTION 2009

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard BASTIDE Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le Compte de Gestion du Trésorier Municipal concernant le budget annexe du Centre de Formation Professionnelle pour l'exercice 2009.

VU les articles L.1612-12 et L.2121-31 du Code général des Collectivités Territoriales,
VU le compte rendu par le Trésorier Municipal des recettes et des dépenses effectuées du 1er Janvier au 31 Décembre 2009,
VU le budget primitif et additionnel de l'exercice 2009 et les autorisations spéciales de recettes et de dépenses délivrées pendant l'exercice,

CONSIDERANT que toutes les dépenses ont été régulièrement faites et acquittées,
CONSIDERANT que toutes les recettes ont été effectuées aux époques déterminées et que le comptable a rempli ponctuellement son devoir en toutes circonstances,

Je vous propose de statuer sur les opérations du comptable au 31 décembre 2009 et d'admettre :

➤ Résultats de l'exercice :

Dépenses (section d'exploitation) : **267 769.26 €**
Recettes (section d'exploitation) : **272 216.29 €**
Excédent : **+4 447.03 €**

Dépenses (section d'investissement) : **0.00 €**
Recettes (section d'investissement) : **438.92 €**
Excédent : **+ 438.92 €**

➤ Résultats cumulés :

Dépenses (section d'exploitation) : **267 769.26 €**
Recettes (section d'exploitation) : **324 508.64 €** (272 216.29 € + 52 292.35 € provenant du résultat de clôture 2008)
Excédent de clôture 2009 : **+56 739.38 €**

Dépenses (section d'investissement) : 0.00€
Recettes (section d'investissement) : **2 195.06 €** (438.92 € + 1 756.14 € provenant du résultat de clôture 2008)
Excédent de clôture 2009: **+2 195.06 €**

Ces résultats étant en tout point conforme à ceux du compte administratif.

La présente délibération sera jointe comme pièce justificative au compte de gestion du Trésorier Municipal pour le même exercice.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE le compte de gestion 2009 du Centre de Formation Professionnelle.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES
Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-077

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

ACTION SOCIALE

Objet : CENTRE SOCIAL NICOLAS GABINO - CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT A PASSER AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

VILLE DE SETE

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Compte tenu du renouvellement des prestations « Centre Social et Animation Collective Familles » pour l'équipement du centre Nicolas Gabino, la Caisse d'Allocations Familiales propose la signature d'un contrat de projets d'objectifs et de financement d'une durée d'un an, à compter du 1^{er} janvier 2010.

En contre partie, la Ville s'engage à poursuivre sa politique d'action sociale familiale par la gestion d'équipements, conformément à la circulaire de la Caisse Nationale des Allocations Familiales visant à :

- Améliorer la vie quotidienne des habitants et des familles grâce à une offre de services aux personnes à revenus modestes ainsi qu'à une politique tarifaire adaptée,
- Accompagner les jeunes et les familles confrontés à des difficultés,
- Renforcer les liens sociaux, familiaux, le partenariat et les initiatives locales,
- Fédérer un ensemble d'actions collectives autour de l'accompagnement à la fonction parentale,

La Caisse d'Allocations Familiales s'engage à verser à la Ville de Sète les prestations de services « centre social et animation collective familles », sous réserve des engagements et de l'évaluation des actions de la présente convention.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la signature d'une convention d'objectifs et de financement avec la Caisse d'Allocations Familiales, au titre des prestations concernant le centre social Nicolas Gabino

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer ces conventions ainsi que tous documents s'y rapportant.

AUTORISE le Trésorier municipal à faire recette des prestations de service de la CAF conformément au mode de calcul indiqué dans l'article 5-2 de la présente convention

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-078

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

ACTION SOCIALE

Objet : CENTRES SOCIAUX NICOLAS GABINO ET VILLEFRANCHE - AIDE AUX
VACANCES ENFANTS - CONVENTIONS A PASSER AVEC LA CAISSE
D'ALLOCATIONS FAMILIALES

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

L'Aide aux Vacances Enfants (AVE) mise en place par la Caisse d'Allocations Familiales de Montpellier en juillet et août 2008 avec le concours des centres sociaux de la ville de Sète, va être reconduite pour la 3^{ème} année consécutive. Cette action s'adresse aux familles d'enfants de 4 ans 18 ans n'ayant pas les ressources nécessaires pour partir en vacances.

La CAF souhaite s'appuyer sur les centres sociaux de la ville de Sète, en matière de repérage des enfants et des jeunes ainsi que dans l'accompagnement des familles pour l'inscription des enfants et des jeunes auprès des opérateurs de séjours agréés.

Pour l'année 2010, la Caisse d'Allocations Familiales va informer elle-même par courrier les bénéficiaires (une majoration étant apportée aux enfants de familles monoparentales ou de familles nombreuses) et met à disposition des centres sociaux sétois, un accès Internet VACAF-AVE ainsi qu'une liste des opérateurs conventionnés.

Les conseillères en Economie Sociale et Familiale des deux centres sociaux sont chargées d'encourager et d'accompagner les familles dans l'élaboration de leur projet de séjour et si besoin, d'aider les familles dans la recherche de co-financements.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la signature d'une convention d'objectifs et de financement avec la C.A.F. au titre des Aides aux Vacances Enfants

AUTORISE le Maire ou l' élu délégué à signer ces conventions ainsi que tous documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-079

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

ACTION SOCIALE

Objet : ANTENNE MEDICO-SOCIALE DE L'ILE DE THAU - ANIMATION DE LA
SALLE DE CONSULTATION DE PETITE ENFANCE - CONVENTION
D'OBJECTIFS A PASSER AVEC LE CONSEIL GENERAL DE L'HERAULT -
AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

VILLE DE SETE

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Je vous propose le renouvellement de la convention partenariale avec le Conseil Général de l'Hérault relative à l'animation de la salle d'attente de la PMI (antenne médico-sociale de l'Île de Thau).

Cette action animée par le Centre Social Villefranche depuis 2002 va être reconduite à compter du 1^{er} Janvier 2010 et ce pour une durée d'un an.

Une éducatrice de Jeunes Enfants du Centre Social Villefranche intervient tous les jeudis de 8h30 à 14h pour accueillir le public et animer la salle d'attente de la PMI. Cette activité de soutien à la fonction parentale valorise la place du jeu dans le développement personnel de l'enfant ainsi que dans sa relation avec l'adulte.

Le budget prévisionnel de l'action de 8444 € correspond au salaire de l'éducatrice et des charges de fonctionnement, le Conseil Général de l'Hérault prend à sa charge 7600 €, la ville de Sète 844 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE la signature d'une convention d'objectifs et de financement avec le Conseil Général de l'Hérault

AUTORISE le Maire ou l'élue déléguée ~~son représentant légal~~, à signer cette convention ainsi que tous documents s'y rapportant

AUTORISE le Trésorier municipal à faire recette de cette subvention

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-080

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

SERVICES TECHNIQUES

Objet : ECLAIRAGE PUBLIC ET SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLORE -
CONTRAT DE PARTENARIAT PUBLIC PRIVE - LANCEMENT DE LA
PROCEDURE

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Vu la nécessité pour la Ville de Sète de renouveler son réseau d'éclairage public et de signalisation tricolore, il a été décidé d'étudier l'opportunité de recourir à un contrat de partenariat public privé.

Le contrat de partenariat est un nouveau mode de relation public/privé, institué par l'ordonnance 2004-559 du 17 juin 2004.

Après avoir soumis à l'avis de la commission consultative des services publics locaux le projet de partenariat relatif à l'éclairage public communal, conformément à l'article L.1413.1 du C.G.C.T, il est proposé à l'assemblée de délibérer sur le principe du recours à ce type de contrat sur la base du rapport d'évaluation réalisé en amont.

Ce rapport d'évaluation, établi par les services municipaux assistés d'un cabinet spécialisé, précise les raisons administratives, économiques, techniques et financières qui conduisent à privilégier la procédure du contrat de partenariat plutôt que de recourir à un montage contractuel traditionnel.

Voici une synthèse de ce rapport.

1. Présentation du projet

Périmètre proposé du contrat de partenariat

Le contrat de partenariat concernerait tout le périmètre de la Commune de Sète et notamment les voies structurantes et de dessertes de la zone urbaine et périurbaine.

Les activités, objet du contrat, sont :

- l'éclairage public incluant l'éclairage des stades et des équipements sportifs de plein air;
- la signalisation lumineuse tricolore ;
- les illuminations festives et la mise en valeur du patrimoine par la lumière,
- La mise aux normes électrique de l'ensemble des marchés de plein air.

Objectifs affichés du contrat de partenariat

Les objectifs, que ce contrat met en exergue, contribuent à la réalisation des actions suivantes :

- Contribution aux objectifs généraux de la Commune de Sète en matière de développement économique, de revitalisation urbaine et de renforcement de l'activité culturelle et touristique ;
- Rééquilibrage financier de l'activité éclairage public, en privilégiant les investissements productifs d'économies de fonctionnement (énergie et maintenance)
- Modernisation et revalorisation comptable du patrimoine d'équipements éclairage public ;
- Optimisation des performances opérationnelles, tant en au niveau des performances d'origine des matériels, que sur le maintien de ces performances tout au long de leur durée de vie, par des actes de maintenance ou des opérations de renouvellement partielle ou totales de partie d'ouvrages.
- Mise en valeur des bâtiments par la lumière.

- Remise à niveau des feux tricolores avec un suivi informatisé
- Création d'un PC dans des locaux spécialement affectés pour la gestion du trafic

Principales caractéristiques du contrat de partenariat

Le contrat s'articule autour d'une proposition d'une durée de 20 ans, permettant de :

- mettre en œuvre une politique efficace de gestion et de contrôle d'un service public local à travers :
 - une connaissance optimale des installations mise à la portée de tous ;
 - un saut qualitatif en termes de performances de fonctionnement et de processus d'information et de communication avec les administrés, usagers et élus ;
 - une politique volontariste de recherche des équilibres socio-économiques en termes d'équipements.
- réaliser et financer des travaux d'investissements

2. Mode de gestion actuel

L'analyse de la situation actuelle tend à donner une importance à ce type de contrat

Mode de fonctionnement actuel

La Direction des Services Techniques, divisée en plusieurs services, dispose d'un Service Bâtiments qui a en charge l'éclairage public. Il se compose de 12 agents partiels représentant 6.2 équivalent temps plein + 1 maîtrise (catégorie A) à 75% et 1 agent administratif à 15%.

Le détail des membres du service éclairage public et signalisation lumineuse est spécifié par l'annexe 1 de l'évaluation préalable : Bilan Social

La commune de Sète a externalisé, par voie d'appel d'offre, les travaux de certaines parties des éléments constitutifs de :

- l'éclairage public ;
- la signalisation tricolore.

Service rendu en termes de maintenance

La Ville de Sète possède une base documentaire permettant l'analyse de la maintenance et de l'évolution de son parc éclairage public, elle se présente sous la forme de tableaux Excel pour le recensement et le suivi des pannes et d'une base de données cartographique sous logiciel Autocad.

Cette base documentaire peut être améliorée par la mise en place d'un système d'auto-détection des pannes et par le géo-référencement des points lumineux. (SIG- Système d'information géographique).

Etat des équipements

L'analyse du recensement du patrimoine d'éclairage public de la signalisation tricolore et des données issues des services techniques, ne fait qu'en corroborer les constats.

Le niveau d'éclairage de bon nombre de voies est très inférieur aux valeurs recommandées, résultant de trois causes principales :

- l'utilisation des supports de distribution publique d'énergie électrique, trop espacés ;
- la puissance des sources utilisées ;
- le type de luminaire.

Le recensement fait également apparaître la vétusté du patrimoine éclairage public :

- sur 197 armoires recensées, 197 sont à mettre aux normes;
- sur 7 752 supports : 1 300 supports et 720 crosses seraient à remplacer ;
- sur 8 852 luminaires, 8300 seraient à remplacer ;
- sur 27 carrefours, 27 sont à mettre aux normes, ou à coordonner.

La principale problématique des équipements d'éclairage public et de Signalisation lumineuse est leur vétusté et/ou leur obsolescence.

Il est aussi important de souligner la forte concentration de luminaires de type "boule", ces luminaires ne disposent pas de réelles qualités photométriques. Au contraire, ils sont un facteur de pollution lumineuse très importante.

En termes de renouveau qualitatif, c'est donc près de la moitié des luminaires qu'il faudra prendre en compte dans le plan de renouvellement.

L'analyse des organes de commande fait apparaître l'effort que doit mener la collectivité pour rénover les armoires d'éclairage public.

Pour ce qui concerne le réseau, de nombreux secteurs sont défectueux, à savoir :

- Le réseau dispose de mise à la terre mais ce sont des terres individuelles (en cas de rénovation à mettre en conformité avec la NF 17200)
- Des câbles en défaut ont été remplacés provisoirement
- Des câbles sont vétustes ;

Le constat de cet état est retracé précisément au sein de l'annexe 2 dénommée « Diagnostic » du rapport d'évaluation préalable.

Charge financière actuelle

Charges de Fonctionnement

Les coûts retranscrits dans cette partie correspondent à l'exercice 2008 pour l'énergie et la maintenance : Energie + Maintenance : 873 k€.

Soit un ratio de 49.02 € par point et par an pour la maintenance et un ratio de 49.59 € par point et par an pour l'énergie,

Soit un ratio total pour le budget fonctionnement de 98.61 € par point et par an.

Charges d'Investissements

Investissements + frais financiers : 528 k€.

Soit un ratio de 57.04 € par point et par an pour l'investissement. (Sans FCTVA et sans frais financier)

Récapitulatif

Total fonctionnement + Investissement : 1 401k€.

Soit un ratio de **155.65 € par point et par an** pour le budget global de la collectivité. (Sans FCTVA et sans frais financier)

3. Intérêt

Intérêt de la procédure

La procédure d'élaboration du contrat, qui prévoit un dialogue sur proposition d'entreprises candidates, permet d'affiner les besoins de la commune et la proposition qui répond le mieux à ses besoins.

Or ces besoins sont divers et il appartiendra aux entreprises concurrentes de nous proposer les meilleures solutions techniques, juridiques et financières pour les concilier :

- qualités esthétiques,
- qualité des installations,
- réduction des consommations d'énergie et des frais de maintenance...
- maintien du patrimoine en bon état durant le contrat

Intérêt d'un contrat global

Un seul opérateur réalise l'intégralité du projet : financement, conception, réalisation et maintenance. Son intérêt rejoint alors celui de la collectivité, en réalisant des investissements porteurs d'économies en fonctionnement.

Malgré l'importance des investissements projetés, les délais de réalisation peuvent être raccourcis par rapport à une procédure traditionnelle. En effet, une fois le contrat définitif signé, c'est l'entreprise retenue qui assure toute la conduite des travaux et qui peut mener tous les chantiers de front, grâce aux moyens humains et matériels qu'elle peut mobiliser.

Le coût global de l'opération est connu au moment de la signature du contrat : coût de l'investissement, coûts de fonctionnement et coût du financement de l'opération, qui est assuré par l'entreprise. Toutefois au regard des estimations réalisées dans l'évaluation préalable, le recours au contrat de partenariat semble plus efficient eu égard au niveau de performance attendu.

Le cocontractant assure la continuité du service public et garantit sa qualité. Les objectifs de performances définis dans le cahier des charges de la consultation servent d'étalon à la rémunération du cocontractant.

Enfin, contrairement aux autres procédures utilisées en marchés publics, le Conseil municipal aura communication chaque mois et chaque année du rapport technique et financier de l'entreprise et aura ainsi les moyens de vérifier que les objectifs fixés par le contrat sont bien respectés.

Le recours au contrat de partenariat paraît donc pertinent avec les objectifs de la Commune eu égard notamment au niveau de performances attendues et de prise en charges des risques afférant aux prestations.

Pour recourir à ce type de contrat, la Commune est soumise à des obligations légales que nous remplissons.

4. Légalité du recours au contrat de partenariat

Définition légale

Le contrat de partenariat est fondé sur les articles L. 1414-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

Le recours au contrat de partenariat n'est possible que dans la mesure où, au regard de l'évaluation préalable, il est avéré que (L.1414-2 CGCT) :

- Que la personne publique n'est pas objectivement en mesure de définir seule et à l'avance les moyens techniques répondant à ses besoins ou d'établir le montage financier ou juridique du projet.
- Ou bien qu'il s'agit de rattraper un retard préjudiciable à l'intérêt général affectant la réalisation d'équipements collectifs ou l'exercice d'une mission de service public, ou de faire face à une situation imprévisible.
- Ou bien encore que compte tenu soit des caractéristiques du projet, soit des exigences du service public dont la personne publique est chargée, soit des insuffisances et difficultés observées dans la réalisation de projets comparables, le recours à un tel contrat présente un bilan entre les avantages et les inconvénients plus favorable que ceux d'autres contrats de la commande publique

Le critère de la complexité

Il ressort de l'évaluation préalable que la complexité du projet est avérée et notamment en raison de la logique de performance et de coût d'exploitation.

Cette activité de réseau concerne pour un même périmètre d'opération, une multitude d'ouvrage, que les caractéristiques géométriques des lieux obligent à être dissemblables quant à leur composition.

Dans la logique normale des projets de construction, c'est la composition des éléments constructifs qui conditionne les coûts de maintenance et d'exploitation. Dans le projet proposé, nous sommes, au contraire, dans une opération de reconstruction où la primauté est donnée à la logique de performance et de coût de l'exploitation et, ce qui implique la subordination de la technicité de construction à cette logique, sans pour autant abandonner les exigences conjointes de coût de construction et de pérennité des ouvrages.

Ce qui rend le projet encore plus complexe, c'est que cette logique d'équilibre s'exerce aussi bien au niveau élémentaire, un tronçon de voirie, qu'au niveau global, la ville dans son entier, avec des contraintes supplémentaires ou différentes suivant les lieux ou les classes de voies, qui ne permettent pas une simple duplication d'un équilibre élémentaire réussi ou d'une réalisation antérieure.

- Le triptyque Maître d'ouvrage, Maître d'œuvre, Entreprise n'est pas pertinent avec l'activité d'éclairage public

La logique administrative de réalisation de travaux, résidant tout d'abord dans la formation d'un premier couple ; Maître d'ouvrage - Maître d'œuvre, ne permet pas d'aborder le projet sous la logique de la primauté des coûts de fonctionnement.

- L'emploi de critères économiques

Si en apparence l'éclairage public peut paraître une activité d'une technicité simple, il n'en est rien lorsque sont listés les interactions et les impacts économiques qui sont le fruit des multiples combinaisons d'équipements existants permettant de créer l'ouvrage élémentaire et conditionnant ses coûts pendant toute sa durée de vie.

- L'impossibilité pour la Commune de définir seule et à l'avance le montage juridique et financier du projet

La problématique est d'insérer contractuellement des dispositions permettant à la collectivité de :

- o décrire, dès le départ, l'organisation économique du contrat, alors qu'elle ne dispose que d'éléments extérieurs, principalement des statistiques financières, qui ne sont que le reflet de l'optimisation des méthodes et de l'organisation du travail pratiquée par les entreprises ;
- o motiver les entreprises, non seulement pour créer un équilibre économique adéquat, mais surtout pour continuer à l'améliorer, tout en intéressant financièrement la collectivité aux améliorations éventuelles ;
- o se prémunir au moins partiellement contre l'obsolescence des équipements qui ne peut être qu'inéluctable au regard de la durée de vie des équipements (un équipement peut être obsolète sans être vétuste, certains choix peuvent conduire même à construire des installations avec des matériels neufs mais obsolètes) ;
- o d'envisager un transfert des risques partiel ou total suivant les possibilités des opérateurs et les niveaux de coûts afférents à ses transferts.

Il est acquis sans contestation qu'un tel projet ne peut être que de durée pluriannuelle, ne serait que par la durée de réalisation des travaux de reconstruction nécessaires (2 à 3 ans).

L'interaction entre fonctionnement et investissement et l'incertitude quant au choix de la solution idéale ne peuvent permettre d'anticiper, en amont du projet, le rythme exact de réalisation annuelle des travaux donc d'engagement annuel des dépenses, ne serait-ce même qu'en rendant linéaire le volume global sur la durée totale estimée de réalisation.

La condition de complexité démontrée, la Commune peut recourir au contrat de partenariat sur ce motif par le biais du dialogue compétitif.

5. Opportunité du recours à un contrat de partenariat

Analyse des différentes modalités de passation de la commande publique

- La délégation de service public

La réalisation du projet envisagé en Délégation de Service Public est impossible en raison de l'absence de redevance perçue sur les usagers.

- Le bail emphytéotique administratif

L'objet du projet ne se résume pas à la réalisation de nouveaux investissements, mais porte bien sûr la complémentarité et l'interaction entre les investissements réalisés et l'optimisation de leur mode de gestion.

Par ailleurs, l'éclairage public se situe sur le domaine public relevant du champ d'application des contraventions de voirie, zones pour lesquelles le bail emphytéotique est exclu.

- La régie

Cette solution est envisageable à la seule condition de faire réaliser les investissements par un marché public et de laisser la seule exploitation en régie.

- Les marchés publics

Cette solution est également envisageable. Toutefois elle souffre d'une certaine lenteur de mise en place et n'est pas confrontée à la réalité des équilibres technico-économiques

- Le contrat de partenariat

La définition du Contrat Partenariat par l'ordonnance du 17 juin 2004 peut se résumer en quelques points :

- un contrat administratif, soumis aux règles de droit public ;
- un contrat unique et global ;
- un contrat de longue durée ;
- un contrat aux modalités de rémunération originales, puisqu'elles peuvent être liées à des objectifs de performances ;
- un contrat qui peut inclure un partage des risques ;
- un contrat permettant le préfinancement de la réalisation des investissements et des investissements du maintien du patrimoine.

Le mode de fonctionnement de ce contrat est peu courant en collectivité. Il nécessitera des ressources internes ou externes pour le contrôle de son exécution au quotidien.

Le projet accepté est réputé intangible, puisque correspondant à un financement en cours, les modifications sont difficiles à mettre en œuvre, les clauses prévoyant de tels événements doivent faire l'objet d'une rédaction soignée.

La solution consistant à faire réaliser ce projet dans le cadre d'un Contrat de Partenariat est particulièrement intéressante en termes de performances, tant en services qu'en terme de réalisation et de délai de disponibilité des équipements à réaliser

La procédure de dialogue compétitif, au moment du choix du partenaire, permet de faire appel à la capacité d'innovation des entreprises (organisation opérationnelle, projets et technologie). En effet, en demandant à chaque candidat sélectionné de faire des propositions, la collectivité s'assure la possibilité de trouver la meilleure offre parmi un panel de propositions diversifiées.

Les candidats ont tous pour objectif essentiel la recherche de l'optimisation économique la plus intéressante entre le fonctionnement et l'investissement, le dialogue assurant la

capacité d'itération de cette recherche, rendant le projet « ouvert » jusqu'à la fin de la procédure.

De même, une optimisation économique est à attendre pour les travaux : les engagements sur les quantités de prestations sont fermes, puisque définis par les propositions des candidats.

La durée du contrat constitue une incitation majeure pour le partenaire privé à privilégier des choix techniques qualitatifs, gage de durabilité des équipements et de performances opérationnelles.

En effet, l'ordonnance du 17 juin 2004 incite fortement à lier la rémunération du partenaire privé à ses résultats obtenus (sanctions financières de type bonus / malus).

Cette durée longue correspond de fait à la durée d'amortissement des biens financés, et permet aussi l'amortissement d'une mise en œuvre réelle d'un mode de gestion du patrimoine innovant, correspondant à la partie exploitation.

La globalité du Contrat de Partenariat, en offrant l'unicité de l'interlocuteur privé, ne peut qu'accroître la rapidité de réalisation et la réactivité du service public. La qualité d'usage et la performance socio-économique s'en trouvent ainsi notablement améliorées. En effet, la performance apparaît également dans le fait que les travaux démarrent dans un délai très court, sans procédure administrative lourde, puisque le financement est intégré et disponible à la conclusion du contrat (appui éventuel d'un « financeur », partie prenante au contrat par le biais d'accord préalable ou de société de projet).

De plus l'offre de prix correspondant aux travaux est à prix ferme et non révisable, contrairement aux marchés de travaux régis par le Code des Marchés Publics

Enfin, le dispositif de l'ordonnance du 17 juin 2004 prévoit des modalités de rémunération avantageuses pour chacun des deux partenaires :

- le partenaire privé est assuré du paiement régulier d'une somme déterminée dans le contrat;
- la personne publique peut assigner à son partenaire privé des objectifs de performances, qui lui garantissent une qualité de service égale dans le temps.

Le Contrat de Partenariat peut prévoir aussi un partage des risques flexible, négocié entre chaque partenaire, basé sur le principe selon lequel les risques doivent être répartis entre ceux des cocontractants qui sont le mieux à même de les supporter du point de vue technique, économique, financier.

6. Analyse comparative

En termes de risques

Détermination des risques

La description suivante présente les natures de risques associés à la réalisation du projet et répartissent ceux-ci en fonction du porteur : public ou privé, et de la nature du contrat : régie et marchés publics, marchés publics seuls ou contrat de partenariat.

Synthétiquement, l'analyse comparative fait ressortir les situations suivantes :

Risques associés à la période d'études d'exécution :

Quelque soit l'hypothèse envisagée, le contrat de partenariat se présente plus avantageux que les autres modes de gestion. L'efficacité du contrat de partenariat sur les marchés publics, soit global ou avec régie en exploitation, est principalement due au statut de maître d'ouvrage de l'entreprise, titulaire du contrat de partenariat.

Risques associés à la période de construction :

La mise en situation pratique des différents modes de gestion fait apparaître un statut presque égalitaire pour les différents intervenants.

Mais les retards de mise à disposition de biens rénovés et plus économique en termes d'exploitation peuvent impacter directement les coûts d'exploitation et la satisfaction des usagers dans le cas d'un mode en régie municipale. Ces risques sont à la seule charge de la Collectivité, même si le retard en travaux est sujet à pénalités exercées auprès de l'entreprise.

Durant cette phase particulière, la plus value attendue par le Contrat de partenariat est limitée, mais implicitement, le grand bénéfice du contrat de partenariat est la sûreté qu'il apporte en termes de délai global de mise à disposition des biens, bien que dans le tableau des risques, seuls les risques élémentaires de retard soient traités.

Risques associés à la période d'exploitation :

Sur les risques de performance :

Le Contrat de partenariat et le marché global sous forme de dialogue compétitif ne se démarquent pas sensiblement. L'explication réside dans le fait que les titulaires du marché global (travaux et exploitation) sous forme d'un dialogue compétitif et du contrat de partenariat sont, tous deux, soumis à des obligations de résultats et, qu'ils doivent à ce titre, tout mettre en œuvre pour les atteindre. Les systèmes de pénalisations financières sont à mettre en place pour les inciter à les respecter.

Par contre, le mode « régie » pour la partie exploitation fait subir intégralement à la Collectivité le risque de « contre-performances » de ses équipes. La pénalisation financière est impossible.

Sur les risques liés aux coûts d'exploitation :

Peu de différence entre le contrat de partenariat et le marché global. L'égalité statutaire s'explique par le fait, qu'en matière de gestion de ce type de risques, les mécanismes contractuels, quels qu'ils soient, anticipent tous ce genre de risques et prévoient également tous les mêmes effets.

Sur les risques d'obsolescence et de vétusté :

Le contrat de partenariat se montre plus performant. La supériorité s'illustre par la marge de partage des risques entre la collectivité et l'entreprise ou le groupement d'entreprises titulaire du contrat de partenariat et, également, par l'adaptabilité du contrat de partenariat face à ce type de risques (possibilité d'inclure dans la convention des clauses relative au « saut technologique » et au maintien du patrimoine).

Sur les risques liés à la déchéance et fin anticipée de contrat (de travaux) :

Les mécanismes sont connus et n'ont pas à varier d'un mode à l'autre. Seul, le contrat de partenariat peut éventuellement comprendre des positions plus favorables à la Collectivité. C'est un point de pure négociation lors du dialogue.

Sur les risques financiers pendant la construction et pendant l'exploitation :

L'avantage financier du Contrat de partenariat souligné lors de l'analyse théorique est mis en évidence. En effet, le tableau d'évaluation des risques met en évidence la supériorité financière du Contrat de partenariat dans les domaines de variation des taux d'emprunt, d'investissements et d'actualisation et de révision des prix (pour la partie Travaux Immédiats).

Quantifications financières de certains risques

Pour poursuivre cette démarche, nous pouvons évaluer la quantification financière de certains risques. Sera donc appelé « risque financier » le montant provisionnel calculé selon la formule :

Risque financier = valeur du risque lorsqu'il se réalise X probabilité d'occurrence du risque

La méthode de quantification des risques peut être illustrée à travers l'exemple d'un risque lié à la phase d'exploitation : « Risques de surcoûts du fait d'une moindre qualité que prévue des installations nouvelles ». Si le niveau de fiabilité des nouveaux équipements est en deçà des attentes, les taux de pannes seront supérieurs aux normes et impliqueront un surcoût pour le responsable de l'exploitation et de l'entretien de l'éclairage public.

Selon des hypothèses raisonnables confirmées auprès de professionnels du secteur, la valeur du risque peut être estimée en moyenne à environ 20 % du montant total des dépenses curatives initialement prévues. La probabilité d'occurrence du risque peut être évaluée à 5%.

Autres risques portant sur les délais de construction et rénovation :

Plusieurs types d'évènements peuvent conduire à un retard dans le début ou l'avancement des opérations sur le renouvellement du parc.

Ces évènements peuvent se produire soit au niveau des études et de la conception, en amont du projet (défaillance dans la mise au point des études, modification du projet par l'entreprise ou par la collectivité, modifications législatives et réglementaires...) soit dans la période de construction à proprement parler (mauvaise estimation du calendrier, retard dans l'obtention des autorisations administratives, retard lié à des difficultés d'accès aux installations, défaillance d'un sous-traitant ou d'un fournisseur, défaillance dans le financement du projet du fait d'un défaut de subventions...)

Ces différents risques ont pour principale incidence financière de retarder les économies d'énergie escomptées de la mise à niveau du parc lumineux. Une enquête réalisée par le CERTU en 1999 auprès de 800 villes françaises indiquait qu'environ 40% des lampes en service à l'époque pouvaient être remplacées par des lampes consommant deux fois moins pour un même éclairage. Les rapports techniques de l'ADEME rappellent également qu'au-delà du simple remplacement des lampes, d'autres économies peuvent être obtenues par l'utilisation de technologies de régulation de l'éclairage public (Ballasts électroniques :

de 5% à 20% d'économie, régulateurs et variateurs de puissance, de 5% à 30% d'économie).

Si l'on retient l'hypothèse de 20% sur la moitié du parc, le coût d'un mois de retard peut être estimé à $= 20\% \times 50\% \times (\text{coût énergétique annuel}) / 12$, soit pour la Ville de SETE la somme de 3 658,33 €.

Les risques portant sur les dégradations des installations :

Le coût de l'exploitation et de la maintenance des équipements de l'éclairage public est susceptible de connaître des variations importantes en fonction d'évènements externes à la qualité de la prestation de rénovation ou d'exploitation de l'éclairage public. Ces évènements correspondent principalement aux accidents, aux actes de vandalisme et à la vétusté accélérée.

En termes de performance

Partie Exploitation

Il est clair que pour chacun des deux modes externalisés (marché global et contrat de partenariat), issus d'un mode d'appel d'offres en dialogue compétitif, les performances en termes de qualité de maintenance, de délai de service et de disponibilité d'équipements seront tout à fait similaires.

Seul le prix sera différent, le statut de maître d'ouvrage du titulaire en contrat de partenariat devant permettre au prestataire de mieux optimiser encore son fonctionnement opérationnel en maintenance et en maintien du patrimoine. Le jeu économique devrait voir ce potentiel d'économie se répercuter au niveau des prix proposés par les candidats.

Mais en termes de performances portant sur l'information et la communication auprès des élus, des responsables territoriaux et des administrés, il est certain que, qualitativement, le contrat de partenariat peut apporter une prestation de niveau supérieur, pour peu qu'un mode d'intéressements et de pénalités pertinent puisse se dégager lors de la phase de dialogue compétitif.

Par contre, le mode d'exploitation en régie ne repose que sur l'action de la collectivité et de ses structures. Les performances ne peuvent être exigées de la même manière, les pénalités étant absentes du processus contractuel.

Partie Travaux Préfinancés

Le contrat de partenariat apporte des performances plus fortes au niveau :

- de la mise à disposition des équipements neufs, puisque, le prestataire préfinançant ses travaux, le délai global de réalisation ne peut être que raccourci ;
- de la qualité de la réalisation, puisqu'il pourra être, par l'impact aussi des engagements de maintien du patrimoine, responsable des équipements qu'il aura réalisés au-delà des délais légaux de garantie de bon achèvement et jusqu'à la fin du contrat.

Cette position induira obligatoirement une démarche de qualité, tant au niveau des études de réalisation et donc des choix de matériels, que sur les chantiers pour la mise en œuvre.

Analyse financière comparative

L'analyse comparative entre la MOP et le CP sera effectuée, conformément aux exigences de la loi :

En termes de coût global :

- délais prévisionnels des procédures

Dans le cadre de la procédure loi MOP, les délais réels dépassent fréquemment les prévisions initiales (de 12 mois selon le calcul réalisé au sein de l'évaluation préalable) car différentes incertitudes viennent souvent troubler le bon déroulement du projet, incertitudes liées en grande partie à l'intervention successive d'intervenants différents : assistants à maîtrise d'ouvrage, bureaux d'études techniques, entrepreneurs.

Le délai estimatif de la procédure Contrat de Partenariat (de 8 mois selon le calcul réalisé au sein de l'évaluation préalable) paraît a priori plus sûr, mais la Ville devra, néanmoins, se montrer rigoureuse dans la gestion du projet, notamment dans la phase de dialogue compétitif qui requiert une organisation interne adaptée.

En outre, force est de constater que la procédure Contrat de Partenariat englobe un périmètre de prestations plus vaste que la procédure marché public dans le cadre de la loi MOP.

- estimation du coût prévisionnel de l'investissement

Les montants servant d'assiette aux consolidations des financements seront les suivants (en base H.T)

En PPP	
TYPE DE DEPENSES	TOTAL
Echéancier annuel	16 247 469
	-
Total HT investissements initiaux	13 584 840
Total TTC investissements	16 247 469
Total HT des investissements actualisés	15 405 876

Nota : il s'agit en CP que des seuls investissements initiaux, le solde des investissements (soit 6745 K€ H.T en valeur 2009) étant réalisés de manière échelonnée.

En marchés publics	
TYPE DE DEPENSES	TOTAL
Echéancier annuel	27 719 199
Total HT investissements	23 176 588
Total TTC investissements	27 719 199
Total HT des investissements actualisés	35 251 397
Total TTC des investissements actualisés	42 160 671

23 176 588 € H.T = 20 330 000 € * 1,08 (maîtrise d'œuvre) * 1,06 (fractionnement des marchés)

Soit un coût H.T (après actualisation –voir supra) de

- En contrat de partenariat : 15 405 K€ H.T
- En marchés publics : 35 251 K€ H.T¹

- évaluation des coûts d'exploitation et de maintenance

Les coûts d'exploitation pris en compte dans l'évaluation préalable sont les suivants (loyer annuel PPP et coût annuel selon loi MOP+ marchés d'exploitation (contrat global) :

Solution PPP	2011	2012	2013	2014
Illuminations G4	100 000	100 000	100 000	100 000
<i>Energie base</i>	370 000	370 000	370 000	370 000
<i>Economies d'énergie</i>	-	- 24 667	- 49 333	- 74 000
Energie G1	370 000	345 333	320 667	296 000
<i>Entretien préventif EP</i>	534 770	534 770	534 770	534 770
<i>Entretien prévisible SLT</i>	20 000	20 000	20 000	20 000
<i>Entretien Stades</i>	38 750	38 750	38 750	38 750
Coût maintenance G2	593 520	593 520	593 520	593 520
<i>Vandalisme</i>	40 000	40 000	40 000	40 000
<i>Travaux de maintien du patrimoine</i>	-	-	-	396 794
Coût renouvellement G3	40 000	40 000	40 000	436 794
Frais gestion G0	110 990	110 990	110 990	110 990
Coût total annuel HT constant	1 214 510	1 189 843	1 165 177	1 537 304
Coût total annuel TTC constant	1 452 554	1 423 053	1 393 551	1 838 616
Coût total annuel HT actualisé	1 298 159	1 299 790	1 300 553	1 747 252
Coût total annuel TTC actualisé	1 552 598	1 554 549	1 555 461	2 089 713

Ces coûts sont établis en valeur 2011, c'est-à-dire après imputation des coefficients d'actualisation.

En contrat de partenariat et en « marché global », les charges d'exploitation sont couvertes par des sommes forfaitaires annuelles, versés par la Ville au partenaire. Pour plus de transparence, ces sommes font l'objet d'une décomposition en fonction de la nature de la dépense. Dans le présent projet, les loyers devront être décomposés à minima selon le détail suivant :

- Loyer « Illuminations » G4 : ils couvrent l'ensemble des dépenses liées aux illuminations de fin d'année et festives (dépenses de pose/dépose des matériels, renouvellement des motifs, ...)
- Loyer Energie G1 : l'objectif en contrat de partenariat est de faire réaliser à la ville des économies d'énergie significatives sur ce poste. Nous estimons à 74 000 € en valeur 2009 les économies pouvant être réalisées par an lorsque tous les

¹ En solution « Marchés publics », les financements sont mobilisés H.T, un financement intercalaire étant mobilisé pour le portage du F.C T.V.A

candélabres et ampoules auront été remplacées, la réduction étant progressive au fur et à mesure de remplacement de luminaires (3 ans en solution PPP, 10 ans en solution loi MOP).

- Loyer « Exploitation/maintenance » G2 : il s'agit du coût du service en ce compris les astreintes (nota : ce coût est actuellement pour sa plus grande part assumé par la ville et ses agents, en solution « marchés publics »),
- Loyer Gros Entretien Renouvellement (GER-G3). Ces loyers sont versés chaque année par la Ville, en tant que provision destinée à couvrir les dépenses futures de GER. Celles-ci n'interviennent en effet pas chaque année, mais adviennent ponctuellement sur une longue période pluriannuelle (par ex. le remplacement préventif ou curatif de matériels liés à l'obsolescence, au vandalisme). La constitution de provision sur un compte de GER est une pratique couramment observée en contrat de partenariat². Actuellement la ville ne constitue pas de provision à cet effet, se limitant au remplacement des matériels ayant subi des vandalismes (après remboursement des assurances).
- Loyer Gestion G 0, destiné à couvrir les frais de fonctionnement de la société projet (direction, comptabilité, commissaire aux comptes, reporting...) ou les frais de structure si c'est une société qui s'est portée signataire du contrat. Ce couvre également la gestion de la BDD et du logiciel cartographique L'expérience montre que ces frais peuvent connaître d'importantes variations d'un candidat à l'autre en fonction du montage adopté. Dans les présentes simulations, ce loyer a été estimé de manière indicative à 110 000 € environ.

En solution « marchés publics » (régie et gestion globale), il est supposé que la Ville de Sète réalise les travaux d'investissement initiaux de manière échelonnée.

Elle doit donc continuer à faire face aux dépenses d'obsolescence, aux remplacements suites à bris et vandalisme, en ce qui concerne les quartiers qu'elle ne pourra aménager immédiatement. Un budget de maintien du patrimoine sera donc maintenu.

- Evaluation des couts de financement

En contrat de partenariat

Préfinancement

Entre la date de décaissement et les livraisons partielles puis définitives des installations, l'ensemble des dépenses d'investissement (honoraires, travaux...) fait l'objet d'un préfinancement. Il est usuel que ce financement soit assuré par emprunt bancaire, rémunéré à un taux flottant margé. Le taux bancaire retenu est le taux T4M (valeur relevée : 0.35%% p.a.³), auquel s'ajoute une marge de 1,00% (100bps). Le taux de préfinancement pris pour hypothèse est donc de 1,35%.

La mise en loyer intervient usuellement pour les contrats d'éclairage public en fin de période d'investissement initiaux (trois ans dans notre cas de figure).

² Le provisionnement des dépenses de renouvellement est aujourd'hui également autorisé, sous certaines conditions, pour les collectivités locales.

³ Taux Euribor 1 Mois relevé le 22 février 2009

Par ailleurs, il est généralement mis en place en montage CP un crédit relais TVA, qui couvre le délai entre le décaissement de la TVA et la récupération par le partenaire (délai estimé à 6 mois). Le taux retenu est le même que pour les frais de préfinancement.

Enfin, les coûts de préfinancement incluent les commissions bancaires demandées par les prêteurs : il s'agit notamment des commissions d'engagement et commissions de non-utilisation, estimées respectivement à 1% de l'engagement et à 0,5% p.a. des montants non-utilisés.

Financement Long Terme

Dans la présente simulation, le plan de financement n'inclut pas de subventions publiques (subventions d'équipement versés par des organismes tiers à la Ville, tels que Etat, département, communes, ADEME, Union Européenne...), et ne prend pas en compte une participation de la Ville de Sète à l'effort d'investissement initial (possibilité explicitement ouverte par le nouveau texte : art 14 de la loi no 2009-179 du 17 février 2009).

Le financement retenu dans les présentes simulations est un financement de projet. Il correspond au cas où une société dédiée (SPV) est constituée pour porter le projet⁴. Les fonds propres ou quasi fonds propres de la SPV participent au financement de l'opération. Ce cas de figure est très fréquent (et il tend encore à se généraliser davantage avec le plafonnement de la cession de créance à 80% par la loi de juillet 2008), mais génère un certain nombre de surcoûts (notamment liés aux conditions de rémunération des fonds propres et aux diverses garanties spécifiques demandées par les établissements financiers prêteurs). Notre simulation correspond à une quotité de 5% de fonds propres ou quasi fonds propres injectés, pour un TRI de 6 % avant impôts.

Le plan de financement de projet proposé pour cette opération se compose des tranches suivantes :

- Une première tranche du financement (76%) est assurée par dette bancaire adossée à une cession de créances acceptée. Pour ce type de garantie, les taux actuellement proposées aux personnes publiques sont de l'ordre de 4.80% marge incluse (référence : swap c/ E3M⁵ + spread de 1,10%).
Ce pourcentage de créances cédées correspond au maximum autorisé par la loi du 28 juillet 2008, qui précise que la cession de créance acceptée ne peut représenter plus de 80% du loyer financier (le financement de 83% de l'investissement par de la dette cédée représentant moins de 80% du loyer).
- Une deuxième tranche (19%) est financée par dette bancaire « dite projet », sans cession de créances acceptée. Les établissements bancaires proposent pour ce type de prêt des taux d'environ 5,20% marge incluse (référence swap c/E3M+ spread de

⁴ Il existe pour information un autre montage juridico-financier, dit *corporate*, dans lequel le titulaire du contrat est une société de substance préexistante (et non une société dédiée créée spécifiquement) présentant ainsi une meilleure assise financière et des garanties intrinsèques souvent plus importantes, mais mutualisant les risques avec ceux d'autres opérations. Cette société de substance peut-être une société industrielle ou un établissement financier se porte signataire du contrat de partenariat et investisseur.

⁵ Le taux de swap contre Euribor 3 mois

1,60%). Ces conditions tiennent à l'absence de recours direct des prêteurs sur la personne publique.

- Le solde du financement est constitué des fonds propres du partenaire à hauteur de 5%

Note : ce niveau pourrait être optimisé par une baisse des marges bancaires proposées, dont il est toutefois impossible de préjuger à ce stade. La crise financière actuelle implique en effet des marges bancaires élevées dans les montages proposés par les candidats.

En maîtrise d'ouvrage publique

Préfinancement

Le budget d'une personne publique ne présente pas de frais financiers intercalaires en tant que tels. En effet, la personne publique assure le préfinancement sur la base de ses ressources budgétaires (lesquelles ont comme toutes ressources un coût d'opportunité), avant une consolidation des dépenses en un ou plusieurs montants financés par l'emprunt.

Seul a été intégré un coût de préfinancement du FCTVA sur un an.

Financement long terme

Afin de pouvoir comparer les deux scénarii sur des bases identiques, l'hypothèse de travail retenue en loi MOP est celle d'un financement de long terme par l'intermédiaire de plusieurs emprunts successifs, sur la base du même indice qu'en CP (swap/E3M), mais avec une marge bancaire bien moindre (estimée à +0.6%). Il en résulte un taux de financement long terme de 4,30%

Cette différence de taux de financement entre MOP et CP (de l'ordre de 50 points de base) reflète une qualité de signature de la personne publique meilleure que celle du partenaire privé.

- *Comparaison du coût global des trois montages exprimé en Valeur Actuelle Nette (HT et TTC)*

La méthode de la Valeur Actuelle Nette permet d'exprimer en euros 2009 l'ensemble des coûts constatés pendant la durée de vie du contrat par application d'un taux d'actualisation.

Le taux d'actualisation retenu pour les deux scénarii est le taux de financement de la personne publique (soit 4,30%).

L'ensemble des dépenses générées par le projet sont ainsi exprimées en valeur actuelle, sur une base HT (conformément aux dispositions de l'ordonnance de 2004 modifiée sur les contrats de partenariat) et TTC (de manière indicative).

TOTAL DEPENSES TTC POUR LA VILLE EN SOLUTION CP	73 245 K €
<i>VAN EN SOLUTION CP</i>	<i>46 526 K €</i>
TOTAL DEPENSES TTC POUR LA VILLE EN SOLUTION MOP	82 769 K €
<i>VAN EN SOLUTION MOP</i>	<i>47 886 K €</i>
TOTAL DEPENSES TTC POUR LA VILLE EN SOLUTION GESTION GLOBALE	92 253 K €
<i>VAN EN SOLUTION GESTION GLOBALE</i>	<i>54 301 K €</i>

En termes de VAN HT, base de la comparaison du coût global des montages selon la loi, le Contrat de Partenariat apparaît à l'issue des simulations comme ayant un coût global très légèrement plus faible que le montage en maîtrise d'ouvrage publique⁶ (écart inférieur à 2%) et encore plus significatif par rapport à un montage en gestion globale.

De manière générale, l'écart de coût entre les deux solutions CP et MOP paraît faible. Les coûts liés au financement privé de l'ouvrage en Contrat de Partenariat sont compensés par une moindre exposition de la personne publique aux risques (bien que dans tous les cas, certains risques demeurent à sa charge).

Les avantages de la solution contrat de partenariat par rapport à un montage en loi MOP doivent être lus surtout en termes de :

- garantie de respect des délais de construction ;
- garantie d'engagements contractuels du partenaire sur des objectifs de qualité et de performance ;
- de meilleur respect des objectifs de coûts globaux par rapport à l'enveloppe initialement prévue.

Ces avantages sont déjà considérables.

Réalisation de calculs de basculement et tests de sensibilité

Par ailleurs, comme le démontre le RA, seule une augmentation conjuguée des taux d'intérêts de 50 bp et un surcoût de 5% en solution partenariale ferait basculer le modèle en VAN.

7. Conclusion

Il ressort de la démonstration et de l'évaluation précédentes que :

- d'une part, le recours au contrat de partenariat est légal tant sur le fondement de la complexité que de l'économie du projet par la mise en valeur de l'éclairage public, de la rénovation de la signalisation tricolore
- d'autre part, le recours au contrat de partenariat est justifié en ce qu'il est globalement plus avantageux pour la collectivité que les 2 autres solutions de gestion du projet.

⁶ Si l'on raisonne en TTC, la récupération plus lente de la TVA par le biais du FCTVA en Contrat de Partenariat majore un peu le coût global de ce scénario juridique ; les deux scénarios restent proches en terme de Valeur Actuelle Nette.

En effet, la comparaison financière ci-dessus montre l'intérêt d'un tel contrat. De plus, cette comparaison n'intègre pas l'impact financier des risques déterminés lors de la partie « analyse des risques », impact financier que, seul le contrat de partenariat, permettrait une prise en charge partielle ou totale par l'opérateur.

Dès lors, la poursuite de la procédure de contrat de partenariat, sous forme d'un dialogue compétitif, peut être décidée par la Ville de Sète, afin de déboucher, à son issue, sur la conclusion d'un contrat de partenariat répondant aux caractéristiques et aux objectifs susmentionnés.

A l'issue de cet exposé et au regard des avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 11 mars 2010 et du Comité Technique Paritaire rendu le 02 avril 2010, le conseil municipal est appelé à se prononcer sur le principe du recours au contrat de partenariat pour l'éclairage de la Commune, et pour autoriser le Maire à lancer la procédure correspondante.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2122-21, L. 1414-1 et suivants ainsi que D.1414-1 et suivants,

VU l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux,

VU l'avis du Comité Technique Paritaire,

VU le rapport d'évaluation ci annexé,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

APPROUVE le principe du recours à un contrat de partenariat pour l'éclairage public,

AUTORISE à lancer la procédure correspondante.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-081

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

SERVICES TECHNIQUES

**Objet : PARTENARIAT PRIVE PUBLIC POUR L'ECLAIRAGE PUBLIC -
CONSTITUTION D'UNE COMMISSION - DESIGNATION DES MEMBRES**

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

VILLE DE SETE

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

Par délibération de ce jour, notre assemblée a décidé de lancer un contrat de partenariat relatif à l'éclairage public de la commune, conformément aux dispositions des articles L 1414-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

L'article L.1414-6 prévoit la désignation d'une commission qui sera amenée à procéder à l'ouverture des plis, à dresser la liste des candidats admis à concourir dans le cadre du dialogue compétitif ou à présenter une offre directement, et à rédiger un communiqué mentionnant son avis à l'assemblée délibérante pour tout objet d'avenant entraînant une augmentation supérieures à 5% du montant global du contrat de partenariat.

Cette commission est composée de la même façon que la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) prévue à l'article L.1411-5 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Elle est présidée par le Maire ou son représentant et comprend cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste. Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE la création de cette Commission,

DECIDE de procéder à cette désignation à main levée,

DESIGNE ses représentants:

Candidats :

TITULAIRES

M. Jean-Claude GROS
M. Moussa NAIM
M. Jean-Marie TAILLADE
Mme Marie-Ange LIGUORI

Nombre de votants : 39

SUPPLEANTS

M. Serge PAIOLA
Mme Conception CANDORE-PELIZZA
M. Rodolphe MEZAN
Mme. Josette FAURA

29 voix obtenues

TITULAIRES

M. Jacques MONTAGARD

Nombre de votants : 39

SUPPLEANTS

Mme Marie-Line ASSENAT

10 voix obtenues

Sont élus

TITULAIRES

M. Jean-Claude GROS
M. Moussa NAIM
M. Jean-Marie TAILLADE
Mme Marie-Ange LIGUORI
M. Jacques MONTAGARD

SUPPLEANTS

M. Serge PAIOLA
Mme Conception CANDORE-PELIZZA
M. Rodolphe MEZAN
Mme. Josette FAURA
Mme Marie-Line ASSENAT

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-082

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

MARCHES PUBLICS

Objet : TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET DE RENOVATION DU MUSEE PAUL VALERY - ATTRIBUTION DE MARCHES - FINANCEMENT

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

VILLE DE SETE

Monsieur Antoine DE RINALDO 1er Adjoint s'exprime en ces termes :

Pour répondre aux besoins de la ville en matière d'aménagement et de rénovation du musée Paul Valéry, la création d'un point de restauration et la mise en conformité E.R.P. ont été programmés et une consultation a été lancée.

Dans le cas d'une procédure adaptée ouverte aux dispositions de l'article 28 du code des Marchés Publics, un avis public d'appel à la concurrence a été transmis à la publication du B.O.A.M.P. et du J.O.U.E. le **1er mars 2010** pour une remise des offres fixée au **15 mars 2010 à 17h00**.

Au terme du délai de publicité, la commission ad-hoc du **16 mars 2010**, a ouvert les plis arrivés en Mairie dans les délais réglementaires.

11 entreprises ont remis des offres jugées recevables :

Le **18 mars 2010**, la commission ad-hoc, compte tenu des critères de jugement des offres, a proposé de retenir l'offre des entreprises suivantes :

Lot 2 "Gros œuvre" : Entreprise S.B.P.R- pour un montant de : 170 512.66 € TTC

Lot 3 "Electricité" : Entreprise FABRE - pour un montant de : 125 342.30 € TTC

Lot 4 "Sol souple – peinture" : Entreprise RICCIARDI - pour un montant de : 126 770.02 € TTC

Lot 5 "Plomberie – sanitaire" : Entreprise ESPINASSE - pour un montant de : 10 524.80 € TTC

Lot 6 "Menuiserie extérieure" : Entreprise MIROITERIE SETOISE - pour un montant de : 25 272.67 € TTC

Lot 7 "Cuisiniste" : Entreprise ACTIFROID - pour un montant de : 48 354.28 € TTC

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE de l'attribution des lots 2 à 7 aux entreprises précitées

AUTORISE le maire ou l'Elu délégué à signer le marché à intervenir ainsi que tous les documents s'y rapportant.

DECIDE que la dépense sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget de la Ville sous les imputations suivantes :

Nature : **2313**

Fonction : **322**

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE,.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-083

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

MARCHES PUBLICS

**Objet : ENTRETIEN DES PLAGES - MARCHES A PASSER AVEC DIVERSES
ENTREPRISES - FINANCEMENT**

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

VILLE DE SETE

Monsieur Patrick LAVIT Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Pour répondre aux besoins de la Ville en matière d'entretien de ses plages, un marché à bons de commande a été lancé selon les dispositions de l'article 77 du Code des Marchés Publics.

Dans le cadre d'un appel d'offres ouvert, conformément aux dispositions des l'articles 33-3 et 57 à 59 du Code des Marchés Publics, un avis d'appel public à la concurrence a été transmis à la publication du BOAMP et au JOUE le 16 décembre 2009 pour une remise des offres fixée le 26 Janvier 2010 à 17 H 00.

Au terme de la procédure de publicité, la Commission d'Appel d'Offres a ouvert les plis arrivés en Mairie dans les délais règlementaires, en séance du 28 Janvier 2010.

Suite à l'absence de plis, pour les lots 2 et 4 ces derniers ont été déclarés infructueux par le pouvoir adjudicateur. Aussi, il a été décidé d'avoir recours à une procédure négociée en application de l'article 35-II-3 du Code des Marchés Publics.

Après avoir confié les plis pour l'analyse des offres aux Services Techniques et après négociations pour les lots 2 et 4, la Commission lors de sa séance du 18 Mars 2010, compte tenu des critères de jugement a décidé l'attribution des lots suivants :

LOT 1 : Nettoyage manuel des plages.

Association A.L.M – pour un montant estimatif de 69 220,00 € H.T.

LOT 2 : Pose de balisage maritime des zones de baignade.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES et de la MER

Phares et Balises Ouest Méditerranée pour un montant estimatif de 62 198,00 € H.T.

LOT 3 : Transport et Levage de modules préfabriqués : Postes de Secours

Entreprise ANCRE DE LEVAGE pour un montant estimatif de 13 410,00 € H.T.

LOT 4 : Montage et démontage de modules préfabriqués : Postes de Secours

Entreprise DS FERMETURE pour un montant estimatif de 15 600,00 € H.T.

LOT 5 : Fourniture de bouées et petits accastillages

Entreprise SEM MARLIER pour un montant estimatif de 6 296,00 € H.T.

LOT 6 : Fourniture de Tapis de roulement (accès personnes handicapées)

Entreprise LEON MARINE pour un montant estimatif de 19 845,00 € H.T.

Ces montants estimatifs seront identiques pour la ou les périodes de reconduction du marché, et ce pour tous les lots. Le marché est passé pour 1 an reconductible 3 fois.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PREND ACTE de la décision de la Commission d'appel d'offres

AUTORISE le Maire ou son représentant à signer les marchés à intervenir ainsi que tous documents s'y rapportant

DECIDE que les dépenses seront prélevées sur les crédits inscrits au budget principal sous les imputations suivantes :

Nature : 622809	Fonction : 833	Service : PLAGES
Nature : 622809	Fonction : 95	Service : PLAGES
Nature : 60426	Fonction : 95	Service : PLAGES

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-084

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

ENVIRONNEMENT

Objet : INSTALLATIONS CLASSEES - SOCIETE AUCHAN - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS 4 ème Adjoint s'exprime en ces termes :

Une enquête publique au titre d'une installation classée pour la protection de l'environnement s'est déroulée du 22 février 2010 au 26 mars 2010 inclus.

Elle concernait la demande de la société AUCHAN pour obtenir du Préfet l'autorisation d'exploiter un magasin hypermarché. Cette demande, qui ne portait pas sur la station service, était une régularisation sollicitée dans le cadre d'un projet d'extension du parc de stationnement de véhicules pour la clientèle qui passera de 460 places à 607 places (les travaux sont maintenant terminés) et d'agrandissement du magasin (situé Boulevard Camille Blanc section BK du cadastre pour une surface de 28.510 m² zone NA du P.O.S.) par l'implantation d'une jardinerie permettant la création de 15 emplois,

Le règlement de la zone indique que les installations classées pour la protection de l'environnement sont admises à condition que leur implantation ne présente pas de risques pour la sécurité des voisins, qu'elles n'entraînent pas des nuisances inacceptables et que leur volume ou leur aspect extérieur soit compatible avec le milieu environnant. Ce magasin emploie aujourd'hui 230 employés.

Les sources potentielles de dangers sont : les groupes froids, le groupe électrogène, le stockage de produits inflammables et de déchets.

Les principales mesures pour éviter ou limiter les risques d'incendie sont : les poteaux incendie, les extincteurs et robinets d'incendie armés, mais aussi un zonage ATEX (norme européenne associée aux produits utilisables en atmosphères explosives), des systèmes de rétention sous le stockage de fioul, et une aire de dépotage liée à un séparateur d'hydrocarbure.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

EMET un AVIS FAVORABLE sur ce dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 29 VOIX – ABSTENTION : 9 VOIX – NE PARTICIPE PAS AU VOTE : 1 VOIX

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-085

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

ENVIRONNEMENT

Objet : INSTALLATIONS CLASSEES - SARL MB AUTO - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

VILLE DE SETE

Monsieur Jean-Claude GROS 4 ème Adjoint s'exprime en ces termes :

La SARL MB AUTO, dont le siège social est situé à SETE – 9100, avenue des eaux blanches – ZI lot 85 a déposé une demande d'autorisation d'exploiter une installation de récupération et de dépollution de véhicules hors d'usage. Il s'agit d'une création à partir de l'actuel atelier de mécanique automobile.

Une enquête publique s'est déroulée du 23 février 2010 au 27 mars 2010.

Les activités de l'entreprise comportent celles liées au négoce des véhicules hors d'usage et celles liées à leur traitement jusqu'à l'enlèvement vers les filières de destruction et de recyclage.

Ce projet correspond aux objectifs de respect des réglementations et de l'environnement.

L'entreprise est située section AD 100, sur la zone industrielle des Eaux Blanches, spécialement créée pour ce type d'activité. La mise en œuvre du projet, couvrant une superficie de 2553 m2, garantit le non rejet d'effluents sur les terrains perméables par la maîtrise totale des écoulements. L'entreprise emploie actuellement 6 personnes et ce projet devrait permettre 3 embauches supplémentaires.

Le dossier comporte à la fois la demande d'autorisation d'exploiter et la demande d'agrément.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

EMET un AVIS FAVORABLE sur ce dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-086

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

COMMERCE - ARTISANAT

**Objet : PLAGES - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - SOUS-TRAITES DE
CONCESSION - ABANDON DE LA PROCEDURE**

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Sébastien PACULL Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Après consultation du Comité Technique paritaire, le 27 mai 2008 et de la Commission consultative des services publics locaux, le 23 février 2009, le Conseil municipal, par délibération en date du 3 mars 2009, a décidé de lancer une procédure de délégation du service public pour l'exploitation des plages, par sous-traités de concession de plage, pour les années 2010 à 2015, conformément aux dispositions des articles L 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

A ce jour, et compte tenu des contraintes techniques et juridiques qui s'imposent à la Commune, il apparaît impossible de mener la procédure susvisée à son terme.

En effet, le cahier des charges remis aux candidats dans le cadre de la présente consultation prévoyait un début d'exploitation au 1^{er} avril.

A ce jour, il est certain que cette date ne peut être respectée.

En effet, les travaux de construction des réseaux, permettant de desservir les sous-concessionnaires, sont inachevés et ceux-ci ne pourront être mis en service avant que la saison 2010 ne soit largement entamée.

D'autre part, le planning de la dernière phase des travaux d'aménagement du Lido a pris un retard ne permettant pas d'assurer l'exploitation des lots prévus sur ce tronçon.

Ainsi, les lots n°13, 14, 15, 16 et 18 ont dû être retirés de la procédure, pendant la consultation, faute pour ces lots de pouvoir être livrés en temps utile et tels qu'ils étaient désignés dans la consultation, à leurs éventuels attributaires.

Cela a induit la modification, en cours de procédure, du périmètre initial de la délégation de service public, telle qu'elle a été publiée dans l'avis d'appel à candidature.

Dès lors, cette situation entraîne de facto une rupture d'égalité entre l'ensemble des candidats, certains candidats ayant fait des offres sur des lots qu'il est, aujourd'hui, impossible d'attribuer.

L'ensemble de ces contraintes me conduit à vous proposer d'abandonner la procédure d'attribution des sous-traités de concession de plage pour les motifs susvisés, étant rappelé que, selon une jurisprudence constante, tout motif d'intérêt général peut justifier l'abandon de la procédure (*CE 31 mars 1999, Société PELLER et société J.-M. EYNAUD, req. 173990.*)

Le Conseil municipal sera prochainement saisi pour autoriser le lancement d'une nouvelle procédure de délégation de service public des sous-traités d'exploitation des plages.

Vu le CGCT, notamment les articles L 1411-1 et suivants

Vu la délibération du Conseil Municipal du 3 mars 2009

Vu les motifs d'intérêt général sus-évoqués

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ABANDONNE

la procédure d'attribution des sous-traités de concession des plages naturelles de la Commune de SETE pour les années 2010 à 2015, engagée par délibération du Conseil municipal du 3 mars 2009

AUTORISE

le Maire ou l'élu délégué à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE, ABSTENTION : 1, NE PREND PAS PART AU VOTE : 0.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-087

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

COMMERCE - ARTISANAT

**Objet : PLAGES - DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - PROLONGATION DES
SOUS-TRAITES DE CONCESSION**

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Sébastien PACULL Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Par délibération de ce jour, vous avez décidé d'abandonner la procédure de délégation de service public initiée par délibération du Conseil municipal en date du 2 mars 2009 et relative à la passation de sous-traités de concession de plage naturelle de la Commune de SETE pour les années 2010 à 2015.

Les dispositions de l'article L. 1411-2 permettent, à titre dérogatoire, de prolonger la durée des conventions portant délégation de service public pour une durée d'un an, dès lors que ladite prolongation est justifiée par un motif d'intérêt général.

Constitue un motif d'intérêt général de nature à justifier la mise en œuvre des dispositions susvisées, l'hypothèse où l'annulation de la procédure de délégation de service public serait de nature remettre en cause la continuité du service public (CE, 8 juin 2005, Tomaselli, BJDGP, n°42, p. 381, concl. BOULOUIS).

Tel est bien le cas en l'espèce, la date à laquelle intervient l'abandon de la précédente procédure de délégation de service public pour motifs d'intérêt général ne permet pas, matériellement, de voir aboutir une nouvelle procédure de mise en concurrence, dans le respect des articles L. 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, avant la fin de la saison 2010 d'exploitation des plages.

Par ailleurs, le décret n° 2006-608 du 26 mai 2006 relatif aux concessions de plage n'autorise pas la passation de délégations de service public simplifiées, d'une durée plus courte, pour l'attribution de sous-traités d'exploitation de plage.

Le principe de continuité du service public, ici celui des bains de mer, est un principe constitutionnel. Il repose sur la nécessité de répondre aux besoins d'intérêt général sans interruption.

En conséquence, il est nécessaire, pour assurer la continuité dudit service public, attachée à la sécurité et à la salubrité de la baignade, ainsi qu'au développement touristique de la Commune, de prolonger jusqu'au 30 septembre 2010 les sous-traités de concession de plage en vigueur pour la saison 2009 :

PLAGES	LOTS	SURFACE	ACTIVITES SAISONNIERES	EXPLOITANT ACTUEL
Lazaret	2	800 m ²	Location de matériel avec restauration	Clem et Co SARL
Lazaret	3	1000 m ²	Jeux de Plage/ jeux d'enfants	Michelot Hervé
Lazaret	4	800 m ²	Location de matériel avec restauration	Le Chilinguito SARL /
Corniche Villeroiy	5	1000 m ²	Location de matériel avec restauration	Les Salines SARL / Blancal Michel
Corniche Villeroiy	6	1000 m ²	Location de matériel avec restauration	Arche ACD SARL / Janicot Gérard
Corniche Villeroiy	7	1000 m ²	Location de matériel avec restauration	L'Ouragan SARL / Herzog Claude
Corniche Villeroiy	8	1000 m ²	Location de matériel avec restauration	Le New Spot SARL / Distefano Sandrine
Corniche Villeroiy	9	800 m ²	Location matériel/avec	Vanderiella Chantal

			buvette	
Lido	11	400 m ²	Location matériel/avec buvette	Eric Gojon
Lido	12	600 m ²	Location matériel/avec buvette	Millares Gilles
Lido	14	400 m ²	Location matériel/avec buvette	SAS Perret / Ganivenq Gilbert
Lido	19	240 m ²	Location matériel	SARL Sports Nautiques / Vidal Jean-Christophe

Vu le CGCT, notamment l'article L 1411-2

Vu la délibération du Conseil Municipal prononçant l'abandon de la procédure de dévolution des sous-traités de concession des plages naturelles de la Commune de SETE pour les années 2010 à 2015

Vu les motifs d'intérêt général tenant à la continuité du service public

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

PROLONGE

les sous-traités de concession des plages naturelles de la Commune de SETE en vigueur pour la saison 2009 tels qu'indiqués dans le tableau ci-dessus, jusqu'au 30 septembre 2010.

AUTORISE

le Maire ou l'élue délégué à signer les avenants

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE DES VOTANTS

POUR : 29 VOIX – ABSTENTION : 10 VOIX

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-088

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

COMMERCE - ARTISANAT

Objet : CAFETERIA DU MUSEE PAUL VALERY - LANCEMENT DE LA
PROCEDURE DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC SIMPLIFIEE

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

VILLE DE SETE

Monsieur Sébastien PACULL Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

La rénovation du Musée Paul Valéry, lieu culturel phare de SETE, sera achevée vers la mi-juin.

Au-delà des aspects purement techniques, l'objectif était de moderniser le bâtiment, de réaliser une nouvelle scénographie, plus adaptée à l'accueil des grandes expositions, et ainsi attirer un nombre plus important de visiteurs.

C'est pourquoi, profitant du panorama exceptionnel qu'offre le site, un espace de restauration-buvette a été aménagé dans la continuité du musée proprement dit.

Cet espace est prévu pour une activité de restauration de type cafétéria, susceptible d'accueillir une cinquantaine de personnes. Il est prolongé par une terrasse extérieure sur le jardin.

Pour assurer l'exploitation de cette activité, la gestion déléguée à un professionnel est apparue la plus appropriée.

La commune a souhaité engager une procédure simplifiée de délégation de service public, sous la forme d'un affermage, conformément aux dispositions des articles L. 1411-2, L 1411-12 et R 1411-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Cette délégation, dont la procédure est allégée, fera l'objet d'un avis d'appel à candidatures par l'insertion d'une publicité dans la presse.

Cette délégation sera conclue pour une durée de deux ans.

La cafétéria proposera à la vente des boissons et produits alimentaires (type crêpes, pizzas, sandwiches, glaces etc...) et des repas de type cafétéria.

La cafétéria sera ouverte au public exclusivement durant les heures d'ouverture du musée, dont elle suivra le fonctionnement..

Le jour de fermeture hebdomadaire serait le lundi, sauf grandes expositions d'été organisées par le musée où la cafétéria serait alors ouverte 7 jours/7.

Exceptionnellement, la cafétéria devra être en service, lors des nocturnes organisées par le musée.

Les caractéristiques des prestations attendues relatives à la gestion de la cafétéria sont détaillées dans le cahier des charges.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DECIDE du principe d'une délégation de service public simplifiée relative à l'exploitation d'une cafétéria au Musée Paul Valéry

AUTORISE le lancement de la procédure simplifiée de délégation de service public

AUTORISE le Maire ou l'élu délégué à signer tout document se rapportant à la présente.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 38 VOIX POUR ET 1 VOIX CONTRE,
ABSTENTION : 0, NE PREND PAS PART AU VOTE : 0.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-089

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

COMMERCE - ARTISANAT

Objet : OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC - REVALORISATION DE TARIFS -
AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

VILLE DE SETE

Monsieur Sébastien PACULL Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Dans la liste des tarifs adoptés par décision du 26 février 2009 et applicables aux occupations du domaine public, des hausses supérieures à 25% sont proposées pour :

- les vérandas couvertes des établissements de boissons :
Ancien tarif : 3.80€/m²/mois
Nouveau tarif : 13€/m²/mois
- les sorbetières au-delà de 1 mètre linéaire :
Ancien tarif : 43.80€/unité/mois
Nouveau tarif : 55€/unité/mois

Dans les deux cas, ces hausses répondent à la volonté de faire disparaître ce type d'occupations.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

ADOPTE les nouveaux tarifs précisés ci-dessus,

AUTORISE le Trésorier municipal à faire recette le moment venu sur l'imputation suivante :
Nature : 7337 Fonction : 91 Service : DOPB

AUTORISE le Maire ou l'élue délégué à signer tout document se rapportant à cette affaire.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 30 VOIX POUR ET 9 VOIX CONTRE,

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2010-090

CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 6 AVRIL 2010

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL DONNEE AU MAIRE -
MODIFICATION

L'an deux mille dix et le 06 avril, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Antoine DE RINALDO, Jean-Marie TAILLADE, Jean-Claude GROS, Marie-Ange LIGUORI, Colette POUZOULET, Emile ANFOSSO, Pierrette ROUCOULET, Francis HERNANDEZ, Moussa NAIM, Serge PAIOLA, Armand FORMATO, Gérard BASTIDE, Eliane ALBANO, Josette FAURA, Conception CANDORE-PELIZZA, Blandine AUTHIE, Marion DEVINEAU, Michel BODART, Lydie MANCUSO, Catherine MARAVAL, Sébastien PACULL, Delphine LE SAUSSE, Abdelkader BOUALLAGA, Rodolphe MEZAN, Jacques MONTAGARD, Michel GAILHARD, Hélène CAPMAS, Jeanine LEGER, Marie-Thérèse MATTERA, Marie-Line ASSENAT, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Patrick LAVIT, Sébastien ANDRAL.

Etaient absents ayant donné pouvoir :

Laurence MAGNE donne pouvoir à Antoine DE RINALDO, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à François COMMEINHES, Nadia TAOUIL donne pouvoir à Rodolphe MEZAN, Régis LOMBARDI donne pouvoir à Marie-Ange LIGUORI

Monsieur Rodolphe MEZAN est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Antoine DE RINALDO 1er Adjoint s'exprime en ces termes :

L'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales dispose que *"le maire peut, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :*

- de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leur avenant, lorsque les crédits sont inscrits au budget. »

Cet article, modifié notamment par la loi n°2009-1 79 du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissements publics et privés, donne désormais la possibilité au maire, après autorisation du conseil municipal de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que leurs avenants sans limitation de montant.

Par conséquent, au regard de l'article précité, il est proposé à l'assemblée de modifier la délégation donnée précédemment par délibération du 3 avril 2008, qui autorisait le maire à conclure des marchés jusqu'à 206 000 € HT, comme suit :

« Le maire reçoit délégation du conseil municipal pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords cadres jusqu'à un montant de 1 000 000 € HT pour les marchés de travaux, et jusqu'à 500 000 € HT pour les marchés de fournitures et services, des techniques de l'information et de la communication, des prestations intellectuelles, et des marchés publics industriels, ainsi que toute décision concernant leur avenant . »

Toutes les autres dispositions de la délibération du 3 avril 2008 sont inchangées.

Je vous rappelle en outre qu'en vertu de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales le Maire rendra compte des décisions prises à ce titre à chacune des réunions obligatoires du Conseil municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

DELEGUE à Monsieur le Maire la prise de toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres dans la limite des montants tels qu'indiqués ci-dessus.

CONFIRME la subdélégation de cette attribution, en cas d'empêchement de la part du Maire, au Premier Adjoint,

CONFIRME la subdélégation de cette attribution, en cas d'empêchement du Maire et du Premier Adjoint, au Deuxième Adjoint.

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 29 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE, Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
LE DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

Didier DURAFFOURG